

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale de droit français

RAPPORT ANNUEL - SEPTEMBRE 2024

Société de Gestion
Amundi Asset Management

Sous déléguataire de gestion comptable en titre
Caceis Fund Administration

Dépositaire
CACEIS BANK

Commissaire aux Comptes
DELOITTE & ASSOCIÉS

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Sommaire

Pages

Compte rendu d'activité	3
Vie de l'OPC sur l'exercice sous revue	17
Informations spécifiques	19
Informations réglementaires	21
Certification du Commissaire aux comptes	27
Comptes annuels	32
Bilan Actif	33
Bilan Passif	34
Compte de résultat	35
Annexes aux comptes annuels	37
Informations générales	38
Evolution des capitaux propres et passifs de financement	44
Informations relatives aux expositions directes et indirectes sur les différents marchés	46
Autres informations relatives au bilan et au compte de résultat	54
Inventaire des actifs et passifs	59
Annexe(s)	85
Caractéristiques de l'OPC	86

Compte rendu d'activité

Octobre 2023

Au cours du mois d'octobre, les chiffres économiques américains ont, de nouveau, surpris à la hausse, alors que ceux de la zone euro sont restés décevants. Du côté des économies émergentes, une bonne nouvelle est venue de la croissance chinoise du T3. L'inflation, pour sa part, a davantage reflué en zone euro qu'aux Etats-Unis. La communication de la BCE et de la Réserve fédérale américaine a conforté les marchés dans l'idée que les cycles de hausses des taux de ces deux grandes banques centrales étaient terminés. Sur les marchés, les rendements obligataires ont fortement augmenté en cours de mois avant de se replier, tandis que les actions ont poursuivi leur correction. Les rendements à 10 ans ont fortement augmenté au cours du mois, atteignant très brièvement 5% aux Etats-Unis et 3% en Allemagne, avant de refluer en fin de mois, après les réunions de politiques monétaires de la Fed et de la BCE qui ont renforcé le sentiment que le cycle de durcissement monétaire était terminé. Au total le rendement à 10 ans américain a baissé de 4 pb sur le mois à 4.53 % et le rendement à 10 ans allemand a baissé de près de 30 pb à 2.62%. La hausse du début du mois avait été motivée par deux facteurs 1) l'anticipation, par les marchés, que les banques centrales maintiendraient des taux élevés sur une période prolongée 2) le fait que les investisseurs commencent à exiger des rendements plus élevés pour absorber les volumes croissants d'émissions nécessaires pour financer les déficits publics. La correction des marchés d'actions, amorcée en août, s'est prolongée en septembre. La hausse des taux longs américains, conjuguée aux bénéfices décevants de certains grands noms de la technologie, ont fortement impactés les actions. Le rendement du Trésor américain à 10 ans a atteint 5 % pour la première fois depuis juillet 2007. Le MSCI ACWI perd -2,8%. Les Etats-Unis reculent de -2,4% mais surperforment l'Europe (-3,5%). Les marchés de la Zone Euro (-3,3%) font légèrement mieux avec en tête le Portugal (+0.8%). Hors zone euro, le marché suisse (-5,1%) a particulièrement souffert. Le MSCI pays émergents recule (-3,7%) pénalisé notamment par la forte sous performance du marché sud-coréen (-7%) ainsi que du marché chinois (-4,2%). En Europe, les secteurs cycliques (-3,8%) corrigent plus que les secteurs défensifs (-2,9%). Les secteurs de la banque (-6,3%), de la santé (-5,5%) et de la consommation discrétionnaire (-5,3%) sont les principaux contributeurs de la baisse en octobre. En Europe, les valeurs de croissance (-3,2%) surperforment les valeurs dites « Value » (-3,8%). En octobre, les taux souverains en zone Euro, bien que volatils, sont restés relativement stables sur des niveaux élevés (Bund allemand à 10 ans à 2.80%). En fin de mois la décision de la BCE de laisser ses taux directeurs inchangés après dix hausses consécutives a apaisé les tensions. En revanche côté américain, les rendements ont progressé plus nettement, le T notes à 10 ans s'inscrivant en fin de mois à 4.97% proche de son plus haut depuis 2007. Les niveaux atteints nous semblent excessivement élevés au regard de la décélération en cours de l'économie et du processus de désinflation bien enclenché qui devrait stopper le processus de hausse des taux directeurs des banques centrales. Pour ces raisons nous avons dans nos portefeuilles, conservé une durée supérieure à celle de nos indices de références. Quant au positionnement géographique, nous sommes surpondérés sur les obligations souveraines américaines. En zone euro les obligations espagnoles et portugaises offrent un portage attractif et demeurent surpondérées au détriment de celles des pays semi core (France et Belgique). Les pays émergents ont pour la plupart accentué leur cycle d'assouplissement monétaire ce qui nous conforte dans le maintien de notre exposition sur les obligations émergentes en devise locale. Enfin, nous conservons une attitude prudente sur les obligations privées émises en euro de catégorie Investment Grade, en étant sélectif sur la qualité et la liquidité de l'émetteur, cette classe d'actif nous semble attrayante notamment d'un point de vue portage grâce aux hausses des taux récemment engrangées. Au cours du mois d'octobre, nous avons conservé une légère sous-exposition au marché des actions européennes. La valorisation des entreprises européennes est attractive mais le contexte macro-économique présente toujours des fortes incertitudes quant à la soutenabilité du niveau de bénéfices des entreprises à ce moment du cycle économique. Nous conservons par ailleurs nos biais de composition en faveur d'actions européennes de qualité qui ont la capacité de conserver leur marges mais aussi de générer de la croissance. En dehors de l'Europe, nous conservons notre exposition plutôt neutre aux actions américaines où la dynamique des technologies autour de l'intelligence artificielle pourrait soutenir un nouveau cycle d'investissements. Par ailleurs, nous conservons notre surpondération aux actions des pays émergents, celles-ci bénéficient d'un contexte de réouverture de la consommation en Chine et une croissance de bénéfices plus favorable. Au total, compte tenu du contexte macro-économique, nous restons sous-pondérés aux actions. Sur le plan sectoriel, nous conservons une approche équilibrée entre les secteurs cycliques et défensifs. Ainsi, nous avons une exposition au secteur des services aux collectivités car il bénéficie de revenus stables et prévisibles. En parallèle, nous gardons notre exposition sur les services de télécommunication qui est aussi défensif. Nous

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

conservons notre position sur le secteur de l'alimentation et des boissons, ce secteur défensif parvient à améliorer ses marges dans un contexte d'inflation plus élevé et il nous expose à la dynamique de réouverture du consommateur chinois. Parmi les secteurs cycliques, nous conservons notre exposition aux entreprises liées au secteur automobile en Europe. Les valorisations des entreprises de ce secteur nous semblent encore attractives et pourraient bénéficier d'un mouvement haussier additionnel. Nous avons initié une exposition au secteur technologique européen notamment à travers les semi-conducteurs dont les perspectives de croissance sont très bonnes, leur valorisations sont maintenant attractives grâce à des mouvements de taux indépendants de leurs résultats. Nous maintenons notre exposition aux assurances car leurs bilans et leurs perspectives continuent d'être favorables. Enfin, nous conservons nos positions aux entreprises pétrolières et à celles liées à la production de matières premières. Ces secteurs d'activité pourraient bénéficier d'un rebond due à un ajustement à la hausse de la demande globale.

Novembre 2023

En novembre, l'économie américaine est restée tonique, bien qu'en légère perte de vitesse, tandis que celle de la zone euro s'est maintenue sur une trajectoire stagnante. La Chine, de son côté, a déployé de nouvelles mesures visant à amortir son ralentissement. Dans les grandes économies avancées, l'inflation a baissé plus rapidement que prévu et les banques centrales se sont abstenues de signaler des hausses de taux supplémentaires. Les marchés ont très bien accueilli ces développements : les rendements obligataires ont fortement baissé et les actions ont réalisé de belles progressions. Le marché obligataire a réalisé son meilleur mois depuis 2008. Le marché des taux a été marqué ces derniers jours par une forte baisse des taux courts et longs. Les investisseurs ont été surpris par la forte baisse de l'inflation, notamment en zone euro. En novembre, l'inflation dans la zone euro a connu une baisse importante, passant de 2,9% à 2,4%. De plus, certains membres du FOMC ont confirmé que la Fed pourrait commencer à baisser son taux directeur simplement parce que l'inflation recule. En conséquence, les investisseurs ont fortement révisé leurs anticipations de politique monétaire. Le marché considère, désormais, que la Fed et la BCE pourraient commencer leur cycle de baisse de taux dès le mois de mars. En parallèle, les marchés du crédit ont affiché des résultats positifs, encouragés par les perspectives de baisse de taux. Les marchés d'actions ont fortement rebondi en novembre. Le rendement américain à 10 ans a chuté de près de 50 point de base sur le mois. Les actions mondiales en ont profité, le MSCI ACWI gagnant +7,9%. Les Etats-Unis ont progressé de 9,2%, surperformant l'Europe (+5,6%). Les marchés de la zone euro (+7,8%) ont fait mieux, avec comme principaux contributeurs l'Allemagne (+9,8%) et les Pays-Bas (+9,8%). Hors zone euro, le marché britannique (+1,8%) n'a pu profiter pleinement du rebond notamment du fait de son exposition aux secteurs de l'énergie et des matériaux. Le marché nippon (+5,9%), en revanche, s'est joint au rallye. Le MSCI pays émergents a progressé (+6%), entraîné par la dépréciation du dollar et la bonne performance du marché sud-coréen (+11%). En Europe, au niveau sectoriel, les valeurs dites « value » (+4,3%) sous-performent les valeurs de croissance (-7%). En tête, le secteur de l'immobilier (+14,2%) et le secteur de l'IT (+13,6%), sensibles aux taux d'intérêt. Le secteur de l'énergie (-2,6%) est le seul à finir le mois en territoire négatif. Le mois de novembre a également été rythmé par des chiffres d'inflation qui montrent une baisse généralisée et encourageante, permettant de converger vers la cible de 2% d'inflation, que ce soit pour la BCE ou pour la Réserve Fédérale Américaine. Un tel contexte a permis à ces deux banques centrales de maintenir à leur niveau actuel les taux directeurs. Les marchés se positionnent dorénavant pour un prochain mouvement de baisse des taux, qui pourrait intervenir dès la fin du premier trimestre 2024. Ce repositionnement des anticipations a soulagé nettement les marchés obligataires entraînant une détente à la fois rapide et marquée des rendements sur toutes les maturités. En effet, Le taux souverain US à 10 ans termine le mois de novembre à 4.33% soit -0,60% par rapport au mois précédent et le taux à 2 ans finit le mois à 4.68% (-0.40%). En Zone Euro, les taux sont également en baisse sur le mois avec le taux à 10 ans français qui ressort fin novembre à 3.02% (-40 pdb) tandis que le Bund allemand affiche 2.44% (-36 pdb). Les marchés de crédit se trouvent actuellement dans un environnement favorable, caractérisé par une volatilité réduite des taux et des performances améliorées sur les principaux indices crédit de la zone euro, revenant à des niveaux observés à la fin de septembre. Nous avons conservé une duration supérieure à celle de nos indices de références et ainsi bénéficié de la performance liée à la détente des taux. Quant au positionnement géographique, nous sommes surpondérés sur les obligations souveraines américaines. En zone euro les obligations espagnoles et portugaises offrent un portage attractif et demeurent surpondérées au détriment de celles des pays semi core (France et Belgique). Les pays émergents ont pour la plupart accentué leur cycle d'assouplissement monétaire ce qui nous conforte dans le maintien de notre exposition sur les obligations émergentes en devise locale. Enfin, nous conservons une attitude prudente sur les obligations privées émises en euro de catégorie Investment Grade, en étant sélectif sur la qualité et la liquidité de l'émetteur, cette classe d'actif nous semble attrayante notamment d'un point de vue portage qui reste élevé. Au cours du mois de Novembre, nous avons conservé

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

une légère sous-exposition au marché des actions européennes. La valorisation des entreprises européennes est attractive mais le contexte macro-économique présente toujours une incertitude quant à la soutenabilité du niveau de bénéfices des entreprises à ce moment du cycle économique. Nous conservons par ailleurs nos biais de composition en faveur d'actions européennes de qualité qui ont la capacité de conserver leur marges mais aussi de générer de la croissance. En dehors de l'Europe, nous conservons notre exposition plutôt neutre aux actions américaines où la dynamique des technologies autour de l'intelligence artificielle pourrait soutenir un nouveau cycle d'investissements. Par ailleurs, nous conservons notre surpondération aux actions des pays émergents, l'écart de croissance entre les pays émergents et les pays développés restant favorable aux marchés émergents. Au total, compte tenu du contexte macro-économique, nous restons sous-pondérés aux actions. Sur le plan sectoriel, nous conservons une approche équilibrée entre les secteurs cycliques et défensifs. Ainsi, nous avons une exposition au secteur des services aux collectivités car il bénéficie de revenus stables et prévisibles. En parallèle, nous gardons notre exposition sur les services de télécommunication et nous conservons notre position sur le secteur de l'alimentation et des boissons, ce secteur défensif parvient à améliorer ses marges grâce à la baisse des prix agricoles, le secteur des boissons peut aussi bénéficier d'une reprise de la demande chinoise pour les fêtes de fin d'année. Parmi les secteurs cycliques, nous conservons notre exposition aux entreprises liées au secteur automobile en Europe. Les valorisations des entreprises de ce secteur nous semblent encore attractives et pourraient bénéficier d'un mouvement haussier additionnel. Nous conservons notre exposition au secteur technologique européen notamment à travers les semi-conducteurs dont les perspectives de croissance sont très bonnes. Nous maintenons notre exposition aux assurances car leurs bilans et leurs perspectives continuent d'être favorables. Enfin, nous conservons nos positions sur les entreprises liées à la production de matières premières. Ces secteurs d'activité pourraient bénéficier d'un rebond due à un ajustement à la hausse de la demande globale.

Décembre 2023

En décembre, l'économie américaine a continué d'afficher une bonne tenue, alors que la conjoncture est restée stagnante en Europe. Le ralentissement s'est poursuivi en Chine tandis que les autres économies émergentes ont connu des situations diverses. L'inflation a continué de ralentir aux Etats-Unis et en zone euro, mais la Réserve fédérale américaine a communiqué de façon plus appuyée que la BCE sur d'éventuelles baisses de taux au cours des prochains mois. Plusieurs banques centrales des économies émergentes ont, pour leur part, baissé leurs taux. Dans la prolongation des mouvements déjà observés en novembre, les rendements obligataires ont baissé et les indices d'actions ont progressé, inscrivant, pour certains, de nouveaux plus hauts historiques. Sur le marché obligataire, la fin de l'année a été marquée par une forte baisse des rendements sur l'ensemble de la courbe. Le 10 ans américain a clôturé l'année à près de 3,8% et le 10 allemand aux alentours de 2%. Le marché s'attend à ce que la Fed et la BCE entament leur cycle de baisse des taux en mars. Cette baisse très rapide des rendements s'explique par : 1/ Une baisse plus forte que prévu de l'inflation dans les économies développées. 2/ Un changement de ton de la Fed, désormais revenue au point où ses deux mandats « inflation » et « emploi » sont importants. En effet, la Fed étant rassurée par le recul de l'inflation, les membres du FOMC sont désormais très attentifs à l'impact de la hausse des taux sur la croissance. L'objectif étant d'éviter un ralentissement excessif de l'activité, la Fed ne souhaite pas restreindre l'économie plus longtemps que nécessaire. 3/ Une croissance économique qui surprend toujours à la baisse dans la zone euro, même si le marché du travail reste solide. Les marchés s'attendent désormais à un retour rapide de l'inflation à 2 % sans récession. Le rallye des actions mondiales, qui a commencé en novembre, s'est prolongé ce mois-ci en réaction à la forte baisse généralisée des taux longs. Le 10 ans américain a en effet chuté de près de 50 pb en décembre. Les actions mondiales en ont profité, le MSCI ACWI gagnant +4,1%. Les Etats-Unis progressent de 4,9% et surperforment l'Europe (+3,1%). Les marchés de la zone euro (+3,1%) affichent une performance similaire, avec comme principaux contributeurs les Pays-Bas (+6,1%) et le Portugal (+3,4%). Hors zone euro, le marché suédois (+7,6%) a su tirer son épingle du jeu en décembre. Le marché britannique (+3,5%) a aussi profité de la tendance haussière. En revanche, le marché nippon (-0,7%) est à contre tendance et finit le mois en territoire négatif. Le MSCI pays émergents avance (+2,8%) entraîné par la dépréciation du dollar et la bonne performance du marché indien (+7,8%). En Europe, au niveau sectoriel, les valeurs dites cycliques (+4,4%) l'emportent face aux valeurs défensives (+0,8%). En tête, le secteur de l'immobilier (+11,6%) et le secteur industriel (+6,3%). Le secteur de l'énergie (-1,6%) est le seul secteur finissant le mois en territoire négatif. En Europe, les valeurs de croissance (+3,3%) surperforment les valeurs dites « value » (+2,8%). Lors de la réunion du FOMC de décembre les responsables politiques se sont montrés de plus en plus confiants dans le fait qu'ils étaient parvenus à une orientation politique suffisamment restrictive. M. Powell a laissé entendre que la Fed serait disposée à ajuster les taux avant que l'inflation n'atteigne 2% et, autre élément important, qu'elle pourrait réduire ses taux avant même qu'une récession ne sévise. Alors que les prévisions de la Fed ne font pas ressortir de hausse significative du taux

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

de chômage (4,1% en 2024 vs 3,8% à fin 2023) et une croissance toujours positive du PIB réel (1,4% anticipé en 2024 vs 1,5% lors de la prévision du mois de septembre), les membres de la Fed s'attendent désormais à 75bp de baisse des taux (vs 50bp précédemment avec un taux terminal plus élevé) en 2024 selon le « dot » median. Cela renforce donc clairement la probabilité d'avoir un atterrissage en douceur de l'économie et une prolongation du cycle. Cette communication accommodante de la FED a été appréciée par les marchés obligataires qui ont alors poursuivi leur rallye, s'illustrant par la poursuite de la baisse des rendements avec une baisse du taux 10 ans de 32 pb et du 2 ans de 29 pb. Malgré une communication moins favorable de la BCE qui entend maintenir les taux « plus élevés plus longtemps », repoussant l'espoir d'un pivot rapide, le bund a tout de même baissé de 34 pb, cassant les 2% le 20 décembre. Nous avons conservé une duration supérieure à celle de nos indices de références et ainsi bénéficié de la performance liée à la détente des taux observée en décembre. Quant au positionnement géographique, nous sommes toujours surpondérés sur les obligations souveraines américaines. En zone euro les obligations espagnoles et portugaises offrent un portage attractif et demeurent surpondérées au détriment de celles des pays semi core (France et Belgique). Les pays émergents ont pour la plupart accentué leur cycle d'assouplissement monétaire ce qui nous conforte dans le maintien de notre exposition sur les obligations émergentes en devise locale. Enfin, nous conservons une attitude prudente sur les obligations privées émises en euro de catégorie Investment Grade, en étant sélectif sur la qualité et la liquidité de l'émetteur, cette classe d'actif nous semble attrayante notamment d'un point de vue portage qui reste élevé. Au cours du mois de décembre, nous avons conservé une légère sous-exposition au marché des actions européennes. La valorisation des entreprises européennes est attractive mais le contexte macro-économique présente toujours des fortes incertitudes quant à la soutenabilité du niveau de bénéfices des entreprises à ce moment du cycle économique. Nous conservons par ailleurs nos biais de composition en faveur d'actions européennes de qualité qui ont la capacité de conserver leur marges mais aussi de générer de la croissance. En dehors de l'Europe, nous conservons notre exposition plutôt neutre aux actions américaines où la dynamique des technologies autour de l'intelligence artificielle pourrait soutenir un nouveau cycle d'investissements. Par ailleurs, nous conservons notre surpondération aux actions des pays émergents, celles-ci bénéficient d'une croissance de bénéfices plus favorable. Au total, compte tenu du contexte macro-économique, nous restons légèrement sous-pondérés aux actions. Sur le plan sectoriel, nous conservons une approche équilibrée entre les secteurs cycliques et défensifs. Ainsi, nous avons une exposition au secteur des services aux collectivités car il bénéficie de revenus stables et prévisibles. En parallèle, nous gardons notre exposition sur les services de télécommunication et nous conservons notre position sur le secteur de l'alimentation et des boissons, ce secteur défensif parvient à améliorer ses marges grâce à la baisse des prix agricoles, le secteur des boissons peut aussi bénéficier d'une reprise de la demande chinoise pour les fêtes de fin d'année.

Janvier 2024

Les chiffres économiques publiés en janvier ont montré un creusement de l'écart entre une activité américaine vigoureuse et une conjoncture beaucoup plus faible en zone euro. Les chiffres de la Chine, pour leur part, ont été un peu meilleurs qu'attendu. Les banques centrales ont signalé qu'elles procéderaient à des baisses de taux, mais probablement un peu moins rapidement qu'attendu par les marchés. Les rendements obligataires ont légèrement rebondi et les marchés d'actions ont, dans l'ensemble, connu des performances positives. Après la forte diminution des taux en fin d'année, le marché a connu une légère augmentation du rendement du Bund à 10 ans et une stabilité des rendements des obligations américaines à 10 ans. Pas de grosses surprises du côté des comités de politique monétaire de la Fed et de la BCE mais confirmation que le processus de désinflation est à l'œuvre. Les banques centrales restent toutefois prudentes quant au rythme de la désinflation, notamment dans le secteur des services. Les tensions géopolitiques constituent également un risque à la hausse pour l'inflation. Le point marquant de ce début d'année est la forte activité sur le marché primaire, en particulier de la dette d'entreprise. Sur les marchés du crédit, on observe également plus de volume sur les maturités longues. L'appétit des investisseurs sur les marchés du crédit reste fort. Les investisseurs veulent capturer les rendements actuels avant la baisse attendue en 2024. Les spreads de crédit continuent de se resserrer malgré les montants records de nouvelles émissions. Le marché absorbe le flux d'émissions sur le primaire euro. Jusqu'à présent, le marché secondaire ne semble pas être affecté. Un début d'année dans le vert pour les actifs risqués. La saison des résultats qui vient tout juste de débiter a poussé les actions à la hausse ce mois-ci, avec comme secteurs phares la technologie et le luxe, affichant des résultats au-dessus des attentes. Les actions mondiales en ont bénéficié, le MSCI ACWI gagnant +1,2%. Les États-Unis progressent de 1,5% et surperforment l'Europe (+1,2%). Les marchés de la zone euro (+2,1%) font mieux, avec comme principaux contributeurs les Pays-Bas (+7,8%) et la France (+1,7%). Hors zone euro, le marché suédois (-1,7%) ainsi que le marché britannique (-1,3%) sont à contre tendance en janvier. Toujours côté marchés développés, le marché japonais (+8,5%) a su tirer son épingle du jeu ce mois-ci. Le MSCI pays

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

émergents recule (-3,5%) entraîné par la contre-performance du marché chinois (-10,4%) malgré son sursaut en fin de mois. En Europe au niveau sectoriel, les valeurs dites cycliques (+1,5%) l'emportent face aux valeurs défensives (+0,8%). En tête, le secteur de la technologie (+9,7%) et le secteur des services de communications (+3,4%). Le secteur des matériaux (-4,1%), le secteur des services publics (-3,9%) ainsi que le secteur de l'énergie (-3%) sont ceux qui ont connu les plus fortes baisses ce mois-ci. En Europe, les valeurs de croissance (+2,7%) surperforment les valeurs dites « Value » (-0,3%). Le mois de janvier a été rythmé par les annonces des banques centrales. D'abord avec la BCE, pour qui, comme le marché l'anticipait, l'heure n'est pas encore à la baisse. Elle a ainsi maintenu ses taux à leur niveau actuel pour la troisième fois consécutive, soit 4% pour le taux de facilité de dépôt. De la même façon, la FED annonce maintenir ses taux pour la quatrième fois consécutive, les maintenant dans une fourchette de 5.25%-5.50%. En janvier, les rendements souverains ont légèrement corrigé à la hausse après la nette détente observée sur les 2 derniers mois de 2023. Le taux à 10 ans américain termine ainsi le mois de janvier à 3.91% soit + 4 points de base (pdb) par rapport au mois précédent. En Zone Euro, les taux sont également en hausse sur le mois avec le taux à 10 ans français qui ressort fin janvier à 2.66% (+11 pdb) tandis que le Bund allemand affiche 2.16% (+14 pdb). Tout au long du mois, le marché primaire des émissions privées est resté très actif et ces émissions ont été très bien absorbées par le marché, témoignant du fort appétit des investisseurs à la recherche de rendement. Le marché du crédit euro Investment Grade s'inscrit avec une performance positive de 0.10% sur le mois. Dans ce contexte toujours volatil sur le marché obligataire, nous avons conservé une duration supérieure à celle de nos indices de références. Quant au positionnement géographique, nous sommes toujours surpondérés sur les obligations souveraines américaines. En zone euro les obligations espagnoles et portugaises offrent un portage attractif et demeurent surpondérées au détriment de celles des pays semi core (France et Belgique). Les pays émergents ont pour la plupart accentué leur cycle d'assouplissement monétaire ce qui nous conforte dans le maintien de notre exposition sur les obligations émergentes en devise locale. Enfin, nous conservons une attitude prudente et positive sur les obligations privées émises en euro de catégorie Investment Grade, en étant sélectif sur la qualité et la liquidité de l'émetteur, cette classe d'actif nous semble attrayante notamment grâce à son portage qui reste élevé. Au cours du mois de Janvier, nous avons réduit notre sous-exposition au marché des actions européennes. Le contexte macro-économique présente toujours des incertitudes quant à la soutenabilité du niveau de bénéfices des entreprises à ce moment du cycle économique, mais la valorisation des entreprises européennes reste attractive et le niveau d'activité pourrait avoir atteint un point bas. Nous notons également que certaines entreprises leader dans leur secteur ont surpris positivement le marché. Ainsi nous conservons nos biais de composition en faveur des actions européennes de qualité qui ont la capacité de conserver leur marges mais aussi de générer de la croissance. En dehors de l'Europe, nous avons légèrement augmenté notre exposition aux actions américaines notamment le secteur de la technologie dans lequel la dynamique autour de l'intelligence artificielle continue de soutenir un nouveau cycle d'investissements. Par ailleurs, nous conservons notre surpondération aux actions des pays émergents, celles-ci bénéficient d'une croissance de bénéfices plus favorable. Au total, compte tenu du contexte macro-économique, nous avons maintenant une position neutre aux actions. Sur le plan sectoriel, nous conservons une approche équilibrée entre les secteurs cycliques et défensifs. Ainsi, nous avons une exposition au secteur des services aux collectivités car il offre du rendement et devrait bénéficier de la baisse des taux. En parallèle, nous gardons notre exposition sur les services de télécommunication qui présente une faible valorisation et qui retrouve de la dynamique sur le chiffre d'affaire et la marge grâce à des hausses de prix sur les forfaits et à un ralentissement des investissements dans le déploiement de la fibre. Nous conservons aussi un positionnement autour de la neutralité sur le secteur de l'alimentation et des boissons qui présente des histoires de restructuration comme Danone et une forte décote de valorisation par rapport à son historique. Cette décote devrait notamment se résorber sur la partie boissons grâce à la reprise progressive de la consommation en Chine et aux Etats-Unis. Parmi les secteurs cycliques, nous conservons notre exposition aux entreprises liées au secteur automobile en Europe. Les valorisations des entreprises de ce secteur nous semblent encore attractives et pourraient bénéficier d'un mouvement haussier additionnel. Nous conservons une exposition significative aux valeurs technologiques notamment via le secteur des semi-conducteurs qui présente une valorisation attractive et des perspectives de croissance solides. La phase de déstockage semble en effet derrière nous sur la partie mémoire et téléphonie et la demande va rester soutenue entre autres par l'internet des objets, l'électrification des véhicules et l'adoption croissante de l'intelligence artificielle. Outre ces points ces valeurs de croissance pourraient bénéficier de multiples de valorisation plus élevés grâce aux baisses de taux attendues. Nous maintenons notre exposition aux assurances et aux banques car leurs bilans et leurs perspectives continuent d'être favorables. Enfin, nous conservons nos positions sur les entreprises liées à la production de matières premières et ceci grâce à l'amélioration de la demande globale compte tenu de la transition énergétique

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Février 2024

La hausse des taux, observée depuis le début de l'année, s'est poursuivie en février. Le rendement du Bund allemand à dix ans a augmenté de 28 pb au cours du mois, à 2,4%. Même tendance pour le 10 ans US : +35 pb pour atteindre 4,2%. Les données économiques ont surpris positivement les investisseurs. Les économistes ont revu à la hausse leurs projections de croissance pour les Etats-Unis pour l'année 2024. De plus, les acteurs de marché anticipent une inflation plus persistante que prévu à court terme, en particulier aux Etats-Unis. Désormais, les investisseurs comptent sur la réunion de mi-juin pour que la Fed et la BCE initient leurs cycles de baisse des taux. Ils ont, également, réduit leurs anticipations concernant l'ampleur des baisses de taux attendues en 2024. Par ailleurs, les marchés du crédit continuent de performer dans un contexte de forte demande. Les investisseurs veulent capturer du rendement avant la baisse des taux des banques centrales. Les investisseurs ont acheté le scénario du « soft landing », entraînant à la hausse les marchés d'actions ce mois-ci. Par ricochet, les actions mondiales ont bénéficié, le MSCI ACWI gagnant +4,5%. Les Etats-Unis progressent de 5,2% et surperforment l'Europe (+2,2%). Les marchés de la zone euro (+3,2%) font mieux, avec comme principaux contributeurs, l'Italie (+6,2%) et les Pays-Bas (+5,4%). Hors zone euro, le marché suédois (5%) a su tirer son épingle du jeu en février. Toujours côté marchés développés, le marché japonais (+5,4) affiche une performance positive ce mois-ci. Le MSCI pays émergents progresse (+5%) entraîné par la surperformance du marché chinois (+8,6%). En Europe, au niveau sectoriel, les valeurs dites cycliques (+4,3%) l'emportent face aux valeurs défensives (-1,4%). En tête, la consommation discrétionnaire (+7,7%), la technologie (+6,1%) et l'industrie (+1%). L'immobilier (-7,1%) ainsi que les services aux collectivités (-5,7%) enregistrent les plus forts reculs. En Europe, les valeurs de croissance (+4,2%) surperforment les valeurs dites « value » (0%). Le mois de février a été rythmé par les chiffres de l'inflation en baisse par rapport au mois précédent en Zone Euro et aux Etats-Unis, même si ceux-ci demeurent au-dessus de l'objectif de moyen terme fixé à 2% par les Banques Centrales. Cependant, la résiliance de l'inflation dans le secteur des services a fait ressortir des chiffres d'inflation au-delà des attentes de marché provoquant une envolée des rendements obligataires. Ainsi le taux souverain américain à 10 ans termine le mois de février à 4.25% soit + 0.34% par rapport au mois précédent. En Zone Euro, les taux sont également en hausse sur le mois avec le taux à 10 ans français qui ressort fin février à 2.88%, tandis que le Bund allemand affiche 2.41% (+0.25%). Les taux italien et espagnol ressortent à respectivement 3.84% et 3.28%. En février, le marché du crédit a connu un resserrement général des spreads, malgré un changement notable au cours de la dernière semaine, où le rallye des spreads a marqué une pause après des mois de performance. Février a marqué un mois record en terme de volume d'émission, avec un total de 66 milliards d'euros, principalement dans le segment Investment Grade. Les émissions primaires ont été largement sursouscrites, avec un grand nombre de demandes, ce qui a entraîné une compression des primes pour les nouvelles émissions. Dans ce contexte, sur le marché obligataire, nous avons profité de la hausse des taux pour renforcer la durée de nos portefeuilles qui s'inscrit plus significativement au-dessus de celle de nos indices de références. Quant au positionnement géographique, nous sommes toujours surpondérés sur les obligations souveraines américaines. En zone euro les obligations espagnoles et portugaises offrent un portage attractif et demeurent surpondérées au détriment de celles des pays semi core (France et Belgique). Les pays émergents ont pour la plupart accentué leur cycle d'assouplissement monétaire ce qui nous conforte dans le maintien de notre exposition sur les obligations émergentes en devise locale. Enfin, nous conservons une attitude sélective et positive sur les obligations privées émises en euro de catégorie Investment Grade, en étant soucieux de la qualité et de la liquidité de l'émetteur. Cette classe d'actif nous semble attractive notamment grâce à son portage qui reste élevé, mais également grâce au potentiel de réduction supplémentaire des spreads que nous anticipons. Au cours du mois de février, nous sommes passés légèrement surpondérés sur les marchés actions de la zone euro car le rebond des indicateurs PMI semblent marquer le point bas de l'activité économique. Outre ce point, la valorisation reste attractive dans la zone et la décote s'est amplifiée par rapport aux Etats-Unis. Si la saison des résultats s'est avérée moins positive en Europe qu'aux Etats-Unis, la majorité des entreprises européennes de qualité ont affiché des résultats en ligne ou supérieurs aux attentes et pointent vers un rebond de la croissance de leur chiffre d'affaires au deuxième semestre. Le passage à une surpondération zone euro s'est faite aux dépens de notre position actions émergentes totalement vendue. Le contexte géopolitique nous semble défavorable aux émergents et la Chine peine à redynamiser son économie faute d'un plan de relance massif. Les derniers chiffres publiés en Chine montrent en effet des exportations toujours faibles, une consommation des ménages atone et un secteur immobilier qui reste sinistré malgré les efforts des autorités chinoises pour assainir la situation des promoteurs et relancer la vente de logements. Sur le plan sectoriel, nous conservons une approche équilibrée entre les secteurs cycliques et défensifs ainsi qu'une construction de portefeuille équilibrée entre les styles de gestion « value » et « croissance ». Le style croissance a toutefois été augmenté par le biais d'un renforcement du secteur technologique. C'est dans le secteur technologique qu'il y a eu le plus de surprises positives sur les bénéficiaires et ces valeurs devraient

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

continuer à afficher des perspectives de croissance solides tirées notamment par le fort développement de l'intelligence artificielle. A contrario, nous avons préféré sortir totalement notre exposition au secteur des services aux collectivités malgré la baisse observée depuis le début d'année. Les perspectives ne nous semblent toujours pas favorables dans un contexte de remontée des taux en ce début d'année et de chute des prix du gaz et de l'électricité. Ce contexte a entraîné pour plusieurs sociétés du secteur des révisions à la baisse des perspectives 2024 communiquées lors de leurs publications. Le choix d'un allègement de l'exposition au secteur des matières premières a lui aussi été effectué face à la reprise anémique de l'économie chinoise qui est notamment pénalisée par la crise persistante de son secteur immobilier. Parmi les secteurs cycliques, nous conservons notre exposition au secteur automobile qui présentent une décote de valorisation excessive par rapport au marché. Les publications d'entreprises du secteur se sont avérées majoritairement au-dessus des attentes avec notamment une résilience plus forte qu'attendue des marges et des FCF élevés qui devraient pouvoir soutenir une nouvelle progression des titres. Nous maintenons aussi notre exposition aux assurances et aux banques car leurs bilans et leurs perspectives continuent d'être favorables. En parallèle, sur les secteurs défensifs nous conservons notre exposition sur les services de télécommunication qui présente une faible valorisation et qui retrouve de la dynamique sur le chiffre d'affaires et la marge grâce à des hausses de prix sur les forfaits et à un ralentissement des investissements dans le déploiement de la fibre. Nous conservons aussi un positionnement autour de la neutralité sur le secteur de l'alimentation et des boissons qui présente des histoires de restructuration comme Danone et une forte décote de valorisation par rapport à son historique. Cette décote devrait notamment se résorber sur la partie boissons grâce à la reprise progressive de la consommation en Chine et aux Etats-Unis.

Mars 2024

Les chiffres économiques publiés en mars ont confirmé la bonne tenue de l'économie américaine. En Europe, ils ont signalé une très légère amélioration à partir d'une situation de quasi-stagnation. Dans les pays émergents, les indicateurs ont plutôt montré des divergences entre régions. De part et d'autre de l'Atlantique, le ralentissement de l'inflation a continué, mais de façon plus graduelle que fin 2023. Sur les marchés, les rendements obligataires sont restés orientés à la hausse et les actions ont poursuivi leur ascension. Les taux demeurent orientés à la hausse. La volatilité reste forte. Les marchés restent tirés par deux moteurs : l'évolution de l'inflation et les discours des banquiers centraux. Les marchés sont très confiants dans la baisse des taux de la BCE en juin. Lors de son dernier comité, la BCE a gardé la porte ouverte à une baisse des taux en juin. Cependant, Christine Lagarde a réitéré l'appel à la patience en matière de politique monétaire. La BCE reste prudente quant au rythme de la désinflation, notamment dans le secteur des services, et continuera de surveiller l'évolution du marché du travail, qui a fait preuve d'une grande résilience. Par contre, les marchés sont plus incertains sur la baisse des taux de la Fed en juin. En effet, la Fed n'est pas pressée de baisser les taux. La Fed considère que la croissance sous-jacente de l'économie est plus résiliente et plus forte qu'en décembre. Le discours de la Fed n'a pas changé malgré la récente accélération de l'inflation. L'histoire selon laquelle « l'inflation diminue progressivement sur un chemin parfois semé d'embûches vers 2 % » est maintenue. Les marchés d'actions poursuivent leur ascension, soutenus par le ton « dovish » des banques centrales ainsi que par des chiffres économiques meilleurs qu'attendu. Par ricochet, les actions mondiales ont bénéficié, le MSCI ACWI gagnant (+3,1%). Les Etats-Unis augmentent de (+3,1%) et sous-performent l'Europe (+4%). Les marchés de la zone euro (+4,3%) font mieux, avec comme principaux contributeurs l'Italie (+7,3%) et l'Espagne (+11,1%). Hors zone euro, le marché suédois (+3,0%) a su tirer son épingle du jeu en mars. Toujours côté marchés développés, la tendance haussière du marché nippon (+3,4%) a continué ce mois-ci. Le MSCI pays émergents progresse (+2,7%) entraîné par la surperformance du marché taïwanais (+9%) et sud-coréen (+6%). En Europe au niveau sectoriel, les valeurs dites cycliques (+4,3%) surperforment les valeurs défensives (+3,5%). En tête, le secteur bancaire (+9,1%), le secteur de l'immobilier (+8,2%) et le secteur de l'énergie (+6,8%). Le secteur des biens de consommation de base (+1,5%) ainsi que le secteur des biens de consommation cycliques (+2,2%) sont les grands perdants ce mois-ci malgré leurs performances positives. En Europe, les valeurs de croissance (+3,4%) sous-performent les valeurs dites « value » (+4,7%). Dans cet environnement, sur le marché obligataire nous avons maintenu nos précédents choix de positionnement avec une duration de nos portefeuilles qui s'inscrit significativement au-dessus de celle de nos indices de références. Les pays émergents ont pour la plupart accentué leur cycle d'assouplissement monétaire ce qui nous conforte dans le maintien de notre exposition sur les obligations émergentes en devise locale. Notre perspective de crédit reste positive mais compte tenu de la belle performance déjà réalisée par les spreads de crédit, nous tablons plus dorénavant sur le portage intéressant de cette classe d'actif. Nous conservons ainsi une attitude sélective et positive sur les obligations privées émises en euro de catégorie Investment Grade, en étant soucieux de la qualité et de la liquidité de l'émetteur. Au mois de mars nous n'avons pas fait d'ajustement tactique entre les grandes zones géographiques.

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Avril 2024

En avril, les chiffres économiques américains ont fait état d'une conjoncture toujours dynamique malgré quelques déceptions. Ceux de la zone euro ont confirmé une légère amélioration à partir d'une situation très atone. La baisse de l'inflation, plus convaincante en zone euro qu'aux Etats-Unis, a conduit les marchés à anticiper que la BCE entamerait probablement son cycle de baisse des taux avant la Réserve fédérale. Sur les marchés, les rendements obligataires ont atteint en avril de nouveaux points hauts sur 2024 tandis que les grands indices d'actions ont, en majorité, reculé. Les taux restent orientés à la hausse. Le rendement obligataire à 10 ans US avoisine désormais les 4,6% et le rendement obligataire à 10 ans allemand a dépassé les 2,5%. Depuis le début de l'année, l'inflation américaine s'est révélée plus tenace que prévu. La rhétorique de la Réserve fédérale américaine (Fed) est désormais de « ne pas se presser de baisser les taux » en raison du manque de progrès sur le front de l'inflation. La Fed a besoin d'une plus grande confiance dans la trajectoire de l'inflation avant de commencer à baisser ses taux. Par conséquent, les marchés ont reconsidéré leurs attentes de baisse de taux par la Fed, n'en attendant plus qu'une à deux maximum cette année. A l'opposé, l'inflation en Europe apparaît maintenant à peu près maîtrisée. Christine Lagarde a en effet indiqué qu'il « serait opportun de réduire le caractère restrictif actuel de la politique monétaire » si le reflux de l'inflation vers la cible des 2% se confirmait. La BCE s'oriente vers une baisse des taux en juin, sauf mauvaise surprise sur l'inflation. En outre, au-delà de cette première baisse probable des taux, le marché pourrait se demander dans quelle mesure la BCE pourrait procéder à des baisses beaucoup plus importantes que celles de la Fed. Les marchés actions ont souffert ce mois-ci, en raison de la crainte que la Réserve fédérale américaine n'assouplisse pas sa politique monétaire aussi rapidement qu'anticipé. En effet, des chiffres d'inflation plus forts qu'attendu, combinés à une résilience de la demande privée, ont forcé les investisseurs à réviser leurs prévisions de baisse de taux pour cette année. Les actions mondiales en ont pâti, le MSCI ACWI perdant (-2,9%). Les Etats-Unis reculent de -4,2% et sous-performent l'Europe (-1,3%). Les marchés de la zone euro (-2,5%) font moins bien, avec comme principaux détracteurs les Pays-Bas (-3,5%), l'Italie (-3,4%) et l'Allemagne (-3,3%). Hors zone euro, le marché britannique (+2,5%) a su tirer son épingle du jeu en avril du fait de sa forte exposition aux valeurs de l'énergie. Toujours côté marchés développés, le Japon (-1,1%) affiche une performance négative ce mois-ci. Le MSCI pays émergents progresse (+1,2%) entraîné par la surperformance du marché chinois (+6,4%). En Europe, au niveau sectoriel, les valeurs dites cycliques (-2,7%) sous-performent les valeurs défensives (+1,3%). En tête, le secteur de l'énergie (+6,4%), le secteur bancaire (+2,9%) et le secteur de la santé (+1,3%). Le secteur de l'assurance (-5,8%) ainsi que le secteur des biens de consommations cycliques (-5,2%) et de la technologie (-5,6%) sont les grands perdants. En Europe, les valeurs de croissance (-2,7%) sous-performent les valeurs dites « value » (+0,3%). Le mois d'avril a enregistré une hausse marquée des rendements obligataires, particulièrement aux Etats-Unis où le rendement des obligations souveraines à 10 ans s'inscrit en fin de mois à 4,70% (+0,50%). En Allemagne la progression du Bund à 10 ans est de +0,25% sur le mois à 2,60%. Dans cet environnement obligataire nous avons légèrement réduit notre exposition aux taux américains mais gardons dans nos portefeuilles une duration supérieure à celle de nos indices de référence. Nous avons conservé nos précédents choix de positionnement géographique avec une surpondération des obligations d'Etat portugaises et espagnoles qui offrent un portage attractif. Les pays émergents ont pour la plupart accentué leur cycle d'assouplissement monétaire ce qui nous conforte dans le maintien de notre exposition sur les obligations émergentes en devise locale. Notre perspective sur le marché du crédit reste positive mais compte tenu de la belle performance déjà réalisée par les spreads de crédit, nous tablons plus dorénavant sur le portage intéressant de cette classe d'actif. Nous conservons ainsi une attitude sélective et positive sur les obligations privées émises en euro de catégorie Investment Grade, en étant soucieux de la qualité et de la liquidité de l'émetteur. Après la forte hausse enregistrée, les marchés ont consolidé en Avril. Cette baisse s'explique par deux facteurs principaux. D'une part, les investisseurs craignent que la banque centrale américaine retarde la baisse de ces taux directeurs, ce qui a été confirmé par le président de l'institution Mr Powell et, d'autre part, le risque géopolitique s'est accru après l'attaque de l'Iran contre Israël et les craintes d'une extension du conflit au Moyen-Orient.

Mai 2024

Les chiffres économiques parus en mai ont montré des inflexions divergentes de part et d'autre de l'Atlantique. Aux Etats-Unis, l'activité a semblé ralentir légèrement à partir d'une dynamique vigoureuse et l'inflation, bien que toujours élevée, n'a pas surpris à la hausse à la différence des mois précédents. En zone euro, le climat des affaires a poursuivi sa lente amélioration à partir d'une situation très atone et l'inflation a légèrement ré-accélééré après plusieurs mois de baisse. La BCE a continué de signaler une 1ère baisse de taux en juin tandis que la Fed n'a pas communiqué précisément sur la date de ses prochains mouvements. Sur les marchés, les rendements obligataires ont augmenté et les actions ont progressé. Les taux ont renoué avec

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

une tendance haussière à partir de la mi-mai en raison d'une réévaluation radicale des anticipations de politique monétaire à la suite d'une surprise à la hausse sur la croissance et l'inflation. Le marché n'anticipe plus désormais qu'une à deux baisses de taux de la Réserve fédérale et que 2 à 3 baisses de la BCE : J. Powell a appelé à la patience en matière de baisse des taux. Il a confirmé qu'il n'y aurait pas d'assouplissement tant que la Réserve fédérale n'aura pas acquis « une plus grande confiance dans le fait que l'inflation évolue durablement vers 2 % ». Cependant, le ton de la Réserve Fédérale reste accommodant. J. Powell a confirmé que la probabilité que le prochain mouvement sur les taux soit une hausse était très faible et a réitéré que les conditions financières étaient restrictives. La BCE devrait baisser ses taux en juin. Cependant, elle demeure prudente sur son cycle de baisse de taux. L'amélioration récente des perspectives de croissance signifie qu'il est moins urgent pour la BCE de réduire le caractère restrictif de sa politique. Les marchés du crédit évoluent positivement grâce à (1) une activité économique résiliente (2) une baisse de l'inflation (3) l'anticipation des baisses de taux des banques centrales. Les marchés actions ont rebondi en mai suite à des publications de résultats rassurantes pour le T1. Le MSCI ACWI gagne (+3,5%). Les Etats-Unis augmentent de +4.6% et surperforment l'Europe (+2.3%). Les marchés de la Zone Euro (+1,7%) font moins bien. Les Pays-Bas, le Portugal et l'Espagne délivrent tous (+4,1%) et surperforment la zone euro, la France (+0,3%) sous-performe. Hors zone euro, c'est le marché suisse (+6%) qui a vraiment tiré son épingle du jeu en mai. Toujours côté marchés développés, le marché japonais (+1,1%) affiche une performance positive ce mois-ci. Le MSCI pays émergents progresse (+0,2%) entraîné par la surperformance du marché taiwanais (+4,8%) ainsi que du marché chinois (+2,1%), mais sous-performe le MSCI Monde (+3,8%). En Europe au niveau sectoriel, les valeurs dites cycliques (+2,9%) surperforment les valeurs défensives (+1,3%). En tête, les financières (+4,3%), l'industrie (+4,1%) et le secteur de l'assurance (+4,4%). L'énergie (-2,7%) ainsi que les secteurs des biens de consommations cycliques (-0,6%) sont les grands perdants ce mois-ci. En Europe, les valeurs de croissance (+2,5%) surperforment les valeurs dites « Value » (+2,2%). Dans la continuité du mois d'avril, le mois de mai a vu la poursuite de la hausse des rendements obligataires, particulièrement en Europe où le taux rendement des obligations souveraines allemandes à 10 ans s'inscrit en fin de mois à 2.70%. En parallèle, aux Etats-Unis, le taux de rendement à 10 ans a baissé de 0.20% et il clôture à 4.50% notamment grâce à un chiffre d'inflation américaine et des statistiques sur l'emploi rassurants. Dans ce contexte, nous avons conservé une surpondération obligataire sur l'Euro et les Etats-Unis, et nous cherchons un point de sortie sur les Etats-Unis compte tenu de la perspective des élections américaines qui devraient peser sur l'inflation. Nous avons conservé nos choix de positionnement géographique avec une surpondération des obligations d'Etat portugaises et espagnoles qui offrent un portage attractif. Les pays émergents ont pour la plupart accentué leur cycle d'assouplissement monétaire ce qui nous conforte dans le maintien de notre exposition sur les obligations émergentes en devise locale. Notre perspective sur le marché du crédit reste positive mais compte tenu de la performance déjà réalisée, nous tablons dorénavant surtout sur le portage intéressant de cette classe d'actifs. Nous conservons ainsi une attitude sélective et positive sur les obligations privées émises en euro de catégorie Investment Grade, en étant soucieux de la qualité et de la liquidité de l'émetteur. Après la consolidation observée en avril, les marchés actions ont rebondi en mai. Ce rebond s'explique par deux facteurs principaux, un repli des taux et une saison de résultats des entreprises pour le compte du premier trimestre au-dessus des attentes de part et d'autre de l'Atlantique. Aux Etats-Unis, les données plus faibles sur la croissance et sur le marché du travail ainsi qu'un taux d'inflation en léger repli ont, en effet, permis un recul des rendements obligataires et ont rassuré quant aux perspectives de baisse des taux de la banque centrale américaine. Il faut noter le net redressement de la performance des marchés émergents grâce à l'amélioration des données économiques chinoises et aux achats à bon compte après de nombreux trimestres de sous performance par rapport aux marchés développés.

Juin 2024

Au mois de juin, l'économie mondiale a confirmé un léger ralentissement et l'inflation a retrouvé une tendance baissière. La Banque centrale européenne (BCE) a initié une première baisse de taux alors que la Réserve Fédérale (Fed) et la Banque d'Angleterre préfèrent temporiser. Le marché obligataire est resté volatil dans un contexte (géo)politique incertain, alors que les marchés actions enregistrent une performance faible mais positive. Le dollar américain a gagné +1.2%, l'or oscille autour de \$2300 par once et le pétrole a progressé de 5%. Les marchés obligataires sont restés volatils en juin, avec du côté américain un regain d'incertitude sur le déclenchement des baisses de taux directeurs de la Fed, et en Europe la première baisse de taux de la BCE (-25 pb à 3.75% pour le taux de dépôt), mais surtout une séquence politique marquée par les élections européennes et la dissolution de l'assemblée nationale en France. En Zone euro, les taux courts ont baissé de 27 pb avec un taux 2 ans allemand qui termine le mois de juin à 2.83%. Mouvement quasi identique de -20 pb sur les emprunts Bund allemands 10 ans qui clôture le mois sous les 2.5%, la courbe restant donc inversée. Mais le mouvement le plus marquant est venu des OAT françaises avec un écartement des taux

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

français versus l'Allemagne après l'annonce d'élections législatives anticipées. L'écart entre le taux d'emprunt à 10 ans pour la France et l'Allemagne est passé de 50 à plus de 80 points de base. La dette souveraine italienne a été impactée par sympathie, mais on ne note pas de contagion de la situation française au reste de la zone euro. Aux Etats-Unis, les taux courts sont restés quasiment inchangés (4.75% -22 pdb pour les bons du trésor à 2 ans), alors que les taux longs ont d'abord baissé pour ensuite remonter (-22 pdb à 4.4% pour l'emprunt à 10 ans). Les marchés des obligations d'entreprises continuent de bien performer de part et d'autre de l'Atlantique dans un contexte de maintien de la croissance et de baisse de l'inflation, et de forte demande des investisseurs qui cherchent à sécuriser des niveaux de rendement élevés avant les baisses de taux des banques centrales. Les marchés d'action ont connu une performance agrégée faible mais positive en juin (+1.2% pour l'indice MSCI ACWI en USD), mais avec une forte disparité. En effet, les Etats-Unis (MSCI US +2.8%) ont largement surperformé l'Europe (-2.7% en USD) et la Chine (-6.4%). Ce sont les valeurs technologiques qui ont tiré le marché américain à la hausse, et le Nasdaq100 a progressé de 4.3%. Les valeurs de croissance ont largement surperformé le segment Value et les grandes capitalisations les moyennes et petites valeurs. En Europe, la France a nettement sous-performé et CAC40 a perdu -6.5%. Le Japon a légèrement consolidé en dollar suite à une nouvelle baisse du Yen qui a décroché à nouveau en l'absence de normalisation de la politique monétaire de la Banque du Japon. Les marchés émergents hors Chine ont profité de flux positifs, et progressent en agrégé de 4.3% (en USD) ce qui contraste fortement avec la performance du marché chinois. La volatilité des marchés d'actions reste faible et l'indice VIX mesurant la volatilité implicite du S&P500 reste proche des 13%. Le contexte d'un marché obligataire toujours volatil et dans l'attente incertaine d'une baisse des taux directeurs de la FED nous a conduit à solder notre exposition aux obligations souveraines américaines, d'autant plus que la perspective des élections présidentielles pourrait faire remonter les anticipations d'inflation. Nous affichons une sensibilité globale de nos portefeuilles au taux d'intérêt légèrement supérieure à celle de nos indices de référence, en lien avec une surpondération sur l'Espagne et le Portugal, que nous avons maintenue en raison d'un portage attractif. Notre perspective sur le marché du crédit reste positive mais compte tenu de la performance déjà réalisée, nous tablons dorénavant surtout sur le portage intéressant de cette classe d'actifs. Nous conservons ainsi une attitude sélective et positive sur les obligations privées émises en euro de catégorie Investment Grade, en étant soucieux de la qualité et de la liquidité de l'émetteur.

Juillet 2024

La reprise de l'activité en Europe s'est confirmée en juin certains pays ayant compensé les performances décevantes en Allemagne. Aux États-Unis, les marchés ont été dominés par les attentes de la politique monétaire de la Fed et les signaux de ralentissement économique. Les décisions de la BOJ et les tensions géopolitiques au Moyen-Orient ont entraîné une volatilité accrue des marchés émergents. Les investisseurs restent attentifs aux développements économiques et aux décisions des banques centrales au second semestre. En juillet, le marché des taux a été marqué par une volatilité notable, influencée par les décisions de plusieurs grandes banques centrales. Aux États-Unis, la Réserve fédérale a maintenu ses taux directeurs inchangés mais a laissé entrevoir une possible baisse dès septembre. Le taux des obligations d'État américaines à 10 ans a chuté sous les 4 % pour la première fois depuis février, reflétant les attentes d'un assouplissement monétaire et de ralentissement économique, mais également des flux d'investisseurs pour réduire l'exposition aux actions. Les taux courts ont suivi cette baisse (4.15% -61 pdb pour les bons du trésor US à 2 ans). En Europe, la BCE a maintenu ses taux mais les investisseurs anticipent des réductions dans les mois à venir. Les taux courts, Euribor 3M, ont baissé de -7 pdb avec un taux 2 ans allemand qui termine le mois à 2.45%. Cette baisse s'observe également sur les emprunts Bund allemands 10 ans à -36 pdb qui clôture le mois à 2,24%. Le spread entre les obligations françaises et allemandes s'est maintenu à 75 points de base, maintenant une prime de risque des investisseurs et l'incertitude sur la politique fiscale. La Banque d'Angleterre a baissé ses taux pour la première fois en plus de quatre ans à 5% de -25pdb suite au retour de l'inflation à 2%. En Asie, la Banque du Japon (BOJ) a surpris les marchés en augmentant ses taux de 15 points de base à 0,25 %, un mouvement vers une normalisation de la politique monétaire qui a provoqué une forte réaction sur les marchés obligataires et boursiers japonais. Les marchés d'action ont consolidé en juillet avec -2.02% pour l'indice MSCI ACWI en USD. Les actions américaines ont baissé (MSCI US -2.75%) mais ont surperformé l'Europe où l'EuroStoxx50 perdait -3.3% en USD. Ce sont les valeurs technologiques qui ont précipité le marché américain à la baisse, illustré par le Nasdaq 100 qui pointe à -5.6%. Les grandes entreprises technologiques ont subi des prises de bénéfices après un premier semestre exceptionnel dans un contexte de restrictions d'exportations de puces vers la Chine. Du fait d'une anticipation de baisse de taux d'intérêt réels, les petites et moyennes valeurs ont surperformé les plus grosses avec un Russel 2000 à +7,49%. Les marchés européens ont montré des signes de nervosité, avec des secteurs comme le luxe pénalisé par une réduction des dépenses des consommateurs. Le CAC40 a perdu -2.5% dans un contexte

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

d'incertitude politique française. La normalisation de la politique monétaire de la Banque du Japon a entraîné une chute importante du Nikkei 225 à -3,8%. Le marché chinois est resté volatil et a perdu plus de 3%. Les marchés émergents hors Chine sont restés assez stables malgré une hausse des tensions géopolitiques (+0.04% MSCI EM en USD). La volatilité des marchés d'actions s'est amplifiée et l'indice VIX mesurant la volatilité implicite du S&P500 s'est approché de 20% en fin de mois. Le contexte d'élections européennes et de recrudescence des tensions géopolitiques a entraîné un regain d'aversion au risque et de volatilité sur les marchés obligataires. Ainsi, parmi les emprunts souverains de la zone euro, les rendements de la France et des pays périphériques se sont notablement écartés de ceux de l'Allemagne, ce qui nous a conduit à augmenter notre exposition sur l'Italie au début du mois de juillet. Nous affichons dorénavant dans nos portefeuilles une sensibilité globale au taux au-dessus de celle de nos indices de référence. Notre exposition géographique reflète une surexposition sur l'Allemagne et les pays périphériques qui offrent toujours un portage attractif, nous sommes également sous-pondérés sur la France compte tenu du contexte politique incertain. Notre perspective sur le marché du crédit reste positive et nous amène à afficher une légère surexposition sur cette classe d'actif. Nous conservons cependant une attitude sélective sur les obligations privées émises en euro de catégorie Investment Grade, en étant soucieux de la qualité et de la liquidité de l'émetteur. Les marchés actions ont terminé le mois en légère hausse dans un contexte de nette augmentation de la volatilité alors que les données d'activité marquent le pas et que la saison de publications de résultats pour le deuxième trimestre bat son plein. Avec deux-tiers des résultats publiés, force est de constater une meilleure tendance aux Etats-Unis qu'en Europe où un certain nombre d'entreprises sont plus prudentes dans leurs commentaires en invoquant notamment l'impact du ralentissement chinois. Au niveau sectoriel, il est effectivement notable qu'il y a plus de déceptions dans les secteurs cycliques à l'exception des financières que dans les secteurs plus défensifs. Même si la plupart des publications des grandes entreprises technologiques américaines ont rassuré, le secteur a été particulièrement volatile impacté par des prises de bénéfices et des déclarations politiques laissant craindre plus de restrictions envers la Chine.

Août 2024

Le mois d'août n'aura pas été de tout repos pour les investisseurs avec de forts mouvements des marchés d'action, une hausse surprise des taux d'intérêt de la Banque du Japon et des craintes de récession aux Etats-Unis dans un contexte (géo)politique instable. La croissance donne des signes de ralentissement et l'inflation se rapproche de l'objectif des banques centrales. Après une forte chute la première semaine, les marchés d'action terminent en légère hausse, alors que les taux d'intérêts ont globalement baissé. Après la baisse du mois de juillet, les rendements obligataires ont chuté début août suite à la publication de statistiques décevantes puis oscillés au grès des changements d'anticipation sur les baisses de taux des banques centrales. Le marché obligataire au sens large a progressé de 2% en USD. Aux Etats-Unis, les taux courts à 2 ans sont passés de 4.35% à 3.90%, rejoins par les taux à 10 ans qui ont perdu 20 points de base, ces mouvements entraînant une normalisation de la courbe. Les mauvais chiffres de l'emploi ont fait craindre l'entrée en récession imminente de l'économie américaine (règle de Sahm) et un retard de la Réserve Fédérale. Le marché assignait en fin de mois une probabilité de 30% d'une baisse de taux de 50 points de base en septembre. La baisse des taux courts a entraîné une baisse du dollar américain. La BCE a maintenu une communication prudente, bien que les marchés anticipent une nouvelle baisse des taux en septembre suite à la baisse de l'inflation. Les taux d'intérêt à court terme ont baissé, le 2 ans allemand passant de 2.5 à 2.36%. Cependant, les taux longs en zone euro sont remontés après avoir baissé en début de mois dans le sillage des Etats-Unis, terminant le mois inchangés : Bund allemand à 10 ans proche de 2,3% et 3% pour l'OAT 10 ans. Les spreads souverains en Eurozone ont peu évolué. En l'absence de désignation d'un premier ministre, le spread France Allemagne 10 ans s'est maintenu à 70 points de base, proche de l'Espagne (83pdb). La surprise est venue d'Asie, avec une hausse inattendue des taux de la Banque du Japon qui a secoué les marchés obligataires japonais et renforcé le Yen par rapport aux principales devises. Le scénario de ralentissement marqué de l'économie qui était depuis plusieurs mois écarté par les investisseurs est revenu sur le devant de la scène. Ce changement de narratif, associé à la hausse surprise des taux de la Banque du Japon et la chute du marché japonais, ainsi qu'une dégradation des perspectives de certaines grandes valeurs américaines, ont entraîné une chute brutale des marchés d'action. L'indice MSCI ACWI a perdu plus de 6% en une semaine. Après cette chute initiale importante, les marchés développés ont fortement rebondi, en particulier aux États-Unis, où le S&P 500 s'est rapproché des plus hauts de juillet. Cependant, cette reprise a été inégale et on assiste à une rotation vers les valeurs défensives et les cycliques au détriment des valeurs technologiques. Aux États-Unis, les marchés actions ont eu des résultats mitigés. Le S&P 500 a terminé le mois en hausse de 1,3 %, tandis que le NASDAQ recule légèrement de 0,5 %. Cette baisse reflète les incertitudes macroéconomiques croissantes et les révisions à la baisse des prévisions de bénéfices dans le secteur technologique. Par exemple, les résultats de Nvidia en ligne avec les attentes ont pourtant entraîné

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

une chute de 7% car les perspectives ont été jugées décevantes. Le secteur technologique a subi des prises de bénéfices après un fort début d'année, tandis que les valeurs défensives ont mieux résisté. En Europe, les marchés ont montré une certaine résilience en terminant le mois dans le vert. L'Eurostoxx 50 a progressé de 2% en août, soutenu par des gains dans les secteurs de la consommation cyclique et de la technologie. Le DAX allemand a enregistré une hausse de 2,3 %. Le CAC40 continue de sous performer les marchés européens. Une hausse moins importante outre-manche avec le FTSE 100 qui grapille seulement de 0,5 %. Le marché japonais a été très volatil en conséquence de la hausse des taux surprise de la BoJ et du renforcement du Yen en conséquence. Le Topix a chuté de près de 20% début août pour finalement terminer en baisse de -3.6%. Malgré cette chute, le Topix reste en hausse de 15% depuis le début de l'année. Les dernières données publiées ont souligné la normalisation du marché de l'emploi américain, ce qui ajouté au discours de J. Powell lors du symposium de Jackson Hole, a permis une nette détente des rendements obligataires souverains américains, plus particulièrement sur le segment court. Le marché anticipe dorénavant 1% de baisse des taux directeurs d'ici la fin de l'année, ce qui à nos yeux limite à court terme le potentiel de baisse supplémentaire des taux US. Après un début de mois en baisse sur fond de craintes de récession aux Etats-Unis à la suite d'un faible indice d'activité dans le secteur manufacturier et de chiffres de l'emploi US jugés décevants, les marchés se sont redressés, rassurés par une série de données économiques qui confirment la bonne santé globale de l'économie américaine et qui prêchent pour un scénario d'atterrissage en douceur. Le nouveau ralentissement du taux d'inflation annuel aux Etats-Unis et la déclaration du président de la banque centrale américaine confirmant une réduction des taux à venir lors de prochaine réunion de septembre ont aussi permis d'apaiser les inquiétudes.

Septembre 2024

Le mois de septembre aura été marqué par une poursuite des baisses des taux directeur des banques centrales et des annonces importantes des autorités chinoises pour soutenir l'économie. L'inflation continue de baisser dans les économies avancées, et les craintes de récession persistent alors que de nombreux indicateurs prédisent une décélération du secteur manufacturier. Les indices actions ont marqués des plus haut et les taux d'intérêt à court et long terme ont baissé. Le dollar baisse alors que l'or continue sa progression. Le pétrole a souffert des perspectives de baisse de la demande et d'un manque de cohésion de l'OPEP. Les taux d'intérêt à court et long terme ont baissé sur les marchés obligataires alors que l'inflation baisse, la croissance fléchit et les banques centrales confirment une phase d'expansion monétaire. Aux États-Unis, les rendements obligataires ont fortement chuté en septembre, avec le taux à 10 ans descendant à 3,8 % après avoir culminé à 4,5 % au début de l'année. Les rendements des bons du Trésor à 2 ans sont passés à 3,6 %, reflétant les attentes du marché d'une nouvelle baisse des taux de la Fed lors des prochaines réunions face au risque d'un atterrissage de l'économie américaine plus brutal que prévu. En Europe, les taux d'intérêt ont également baissé, bien que dans une moindre mesure. Le Bund allemand à 10 ans a terminé le mois en baisse (de -18bp) à 2,1 %, et le taux à 2 ans se rapproche lui aussi des 2,1 % signe d'une normalisation de la courbe des taux. Le spread France-Allemagne à 10 ans a augmenté autour de 80 points de base, en raison des incertitudes budgétaires françaises après l'annonce du nouveau gouvernement. Les marchés actions sont restés volatils en septembre, particulièrement dans le secteur technologique. Le S&P 500 a terminé le mois en hausse de 1,6 % battant de nouveaux records, après un rebond des secteurs défensifs tels que la consommation de base et la santé, signe d'une déconcentration du marché. De son côté, le NASDAQ, plus exposé aux valeurs technologiques, a profité de la baisse des taux pour gagner plus de 2,2 %. En Europe, l'indice EuroStoxx50 était quasi inchangé sur le mois et continue de sous-performer les Etats-Unis. Le DAX allemand a également progressé de 2,7 %, tandis que le CAC 40 réussi à terminer sur une note positive en fin de mois grâce à la bonne performance des valeurs du luxe dans le sillage du marché chinois. Les mesures annoncées en Chine ont incité les investisseurs à se repositionner sur ces valeurs du luxe qui sont particulièrement sensibles au marché asiatique. Au Japon, le Nikkei 225 peine à se remettre du mini-krach du début du mois d'août, il a ainsi continué à chuter de 2 %. C'est d'ailleurs un des seuls indices à finir le mois dans le rouge. Les marchés émergents ont, quant à eux, affiché des performances contrastées. L'indice MSCI China a connu en fin de mois une hausse vertigineuse de 20 % en quelques jours, porté par le plan de relance économique chinois et rattrapant ainsi le retard accumulé depuis le début de l'année. L'Inde a continué sa progression avec une hausse 2% du NIFTY 50. La désinflation se poursuit permettant ainsi aux Banques Centrales des pays développés d'assouplir leur politique monétaire. Un contexte qui a permis un recul des rendements obligataires sur toute la courbe, aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe. Le discours de Powell accompagnant la baisse des taux directeurs de la FED de - 0.50% a ravivé les anticipations de détente des Fed Funds, et le marché table dorénavant sur 2 à 3 baisses de taux supplémentaires. Nous avons dès lors soldé la position vendeuse d'obligations souveraines US à 5 ans initiée cet été. Nos portefeuilles affichent dorénavant une sensibilité au taux d'intérêt supérieure à leur indice de référence. D'un point de vue

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

géographique nous sommes toujours surpondérés sur l'Italie, l'Espagne et le Portugal au détriment de la France. Notre perspective sur le marché du crédit reste positive et nous a conduit à maintenir notre surexposition sur les obligations d'émetteurs privés en euros et de bonne notation (Investment Grade) qui offrent un portage (rendement) intéressant. Nous conservons cependant une attitude sélective sur cette classe d'actif, en étant soucieux de la qualité et de la liquidité de l'émetteur. Après un début de mois baissier marqué notamment par la confirmation du ralentissement en Chine et d'une croissance plus faible que prévu en zone euro, les marchés se sont redressés pour terminer le mois en légère hausse. Ce rebond a notamment été soutenu par les baisses de taux directeurs de la banque centrale américaine (-0.50% à 5%), de la banque centrale européenne (-0.25% à 3.50%) et par les mesures de relance monétaire et budgétaire annoncées en Chine. Si les baisses de taux étaient attendues, c'est surtout le discours du président de la FED qui a rassuré les marchés. Mr Powell a signalé qu'il n'agissait pas face à une inquiétude sur la croissance mais bien car les données d'inflation renforçaient sa confiance dans une normalisation rapide. Il a clairement signalé que sa principale mission était dorénavant de conserver le marché de l'emploi dans une situation solide. La décision de la Chine était plus inattendue car ce volontarisme était espéré de longue date par les investisseurs. Le Politburo chinois a annoncé simultanément des baisses de taux, une augmentation des dépenses fiscales, sa volonté de stabilisation de l'immobilier et des mesures de soutien à la consommation. Dans ce contexte, nous avons renforcé légèrement notre pondération actions en constituant une position sur la Chine dont la croissance devrait s'améliorer avec ces mesures de soutien. La forte sous performance du marché actions chinois depuis plusieurs années et un rebond de la pondération allouée par les investisseurs qui est proche des plus bas historiques sont aussi d'autres facteurs qui devraient permettre de soutenir la performance des actions chinoises.

Sur la période sous revue du portefeuille ACTIONS 50, la performance est de 12,07%.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Principaux mouvements dans le portefeuille au cours de l'exercice

Titres	Mouvements ("Devise de comptabilité")	
	Acquisitions	Cessions
AMUNDI EURO LIQUIDITY SRI PART Z C	34 587 558,01	49 266 354,38
AMUNDI INDEX MSCI EMU - IE		24 945 951,08
AMUNDI EURO LIQUIDITY-RATED SRI Part Z	3 831 943,81	12 707 494,15
AMUNDI EURO STOXX 50 UCITS ETF DR - EUR C	11 707 919,70	3 034 830,86
AMUNDI SERENITE PEA Part IC	12 813 082,19	
AMUNDI INDEX EURO AGG CORPORATE SRI - UCITS ETF DR (C)	6 242 326,73	6 312 632,46
AMUNDI FUNDS EURO AGGREGATE BOND Z EUR C	10 399 356,88	
AMUNDI INDEX JP MORGAN GLOBAL GOVIES-MHE		9 556 658,18
AMUNDI EURO LIQUIDITY SHORT TERM SRI PART Z C	3 529 923,60	4 842 296,06
STRUCTURA - DIVERSIFIED GROWTH FUND - IU		7 028 168,99

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation des instruments financiers - Règlement SFTR - en devise de comptabilité de l'OPC (EUR)

Au cours de l'exercice, l'OPC n'a pas fait l'objet d'opérations relevant de la réglementation SFTR.

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Vie de l'OPC sur l'exercice sous revue

Le 02 avril 2024 Ajout Le dépositaire et la société de gestion appartiennent au même groupe; ainsi, et conformément à la réglementation applicable, ils ont mis en place une politique d'identification et de prévention des conflits d'intérêts. Si un conflit d'intérêt ne peut être évité, la société de gestion et le dépositaire prennent toutes les mesures nécessaires pour gérer, suivre et signaler ce conflit d'intérêt.

Le 02 avril 2024 Ajout La description des fonctions de garde déléguées, la liste des délégataires et sous-délégués du dépositaire et l'information relative aux conflits d'intérêt susceptibles de résulter de ces délégations sont disponibles sur son site internet : www.caceis.com ou gratuitement sur simple demande écrite. Des informations actualisées sont mises à disposition des porteurs sur demande.

Le 02 avril 2024 Ajout Les frais de transaction correspondent aux frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc...) prélevés sur l'OPC à l'occasion des opérations effectuées.

Le 02 avril 2024 Ajout Les frais de fonctionnement et autres services sont prélevés sur une base forfaitaire. Par voie de conséquence, le taux forfaitaire mentionné ci-dessous peut être prélevé lorsque les frais réels sont inférieurs à celui-ci ; à l'inverse, si les frais réels sont supérieurs au taux affiché, le dépassement de ce taux est pris en charge par la société de gestion.

Le 02 avril 2024 Modification A ces frais peuvent s'ajouter : des commissions de sur performance. Celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que l'OPC a dépassé ses objectifs. Elles sont donc facturées à l'OPC ; des frais liés aux opérations d'acquisition et cession temporaires de titres.

Le 02 avril 2024 Ajout Les coûts juridiques exceptionnels liés au recouvrement des créances de l'OPC pourront s'ajouter aux frais facturés à ce dernier et affichés ci-dessus.

Le 02 avril 2024 Ajout Liste des frais de fonctionnement et autres services

Le 02 avril 2024 Ajout Frais et coûts d'enregistrement et de référencement

Le 02 avril 2024 Ajout Frais et coûts d'information clients et distributeurs (dont notamment les frais liés à la constitution et de diffusion de la documentation et des reportings réglementaires et les frais liés aux communications d'informations réglementaires aux distributeurs...)

Le 02 avril 2024 Ajout Frais et coûts des données

Le 02 avril 2024 Ajout Frais de commissariat aux comptes

Le 02 avril 2024 Ajout Frais liés au dépositaire et aux teneurs de compte

Le 02 avril 2024 Ajout Frais liés à la délégation de gestion administrative et comptable

Le 02 avril 2024 Ajout Frais d'audit, frais fiscaux (y compris avocat et expert externe - récupération de retenues à la source pour le compte du fonds, 'Tax agent' local...) et frais et coûts juridiques propres à l'OPC

Le 02 avril 2024 Ajout Frais et coûts liés au respect d'obligations réglementaires et aux reportings au régulateur (dont notamment les frais liés aux reportings, les cotisations aux Associations professionnelles obligatoires, les frais de fonctionnement du suivi des franchissements de seuils, les frais de fonctionnement du déploiement des politiques de vote aux Assemblées Générales...)

Le 02 avril 2024 Ajout Frais et coûts opérationnels

Le 02 avril 2024 Ajout Frais et coûts liés à la connaissance client

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Le 02 avril 2024 Ajout Tout ou partie de ces frais et coûts sont susceptibles de s'appliquer ou non en fonction des caractéristiques de l'OPC et/ou de la classe de part considérée.

Le 02 avril 2024 Modification Date de mise à jour du prospectus : 2 avril 2024

Informations spécifiques

OPC à plus de 50%

La documentation juridique du Fonds prévoit qu'il peut investir à plus de 50% de son actif en titres d'autres OPC et indique, au titre des frais indirects, les taux maxima des commissions de souscription et de rachat, ainsi que des frais de gestion des OPC pouvant être détenus.

Conformément à la réglementation et au cours de l'exercice écoulé, ces OPC ont présenté en pratique des taux conformes à ceux mentionnés dans la note détaillée et repris dans le paragraphe « Frais de gestion ».

Droit de vote

L'exercice des droits de vote attachés aux valeurs inscrites à l'actif du Fonds et la décision de l'apport des titres sont définis dans le règlement du Fonds.

Fonds et instruments du groupe

Afin de prendre connaissance de l'information sur les instruments financiers détenus en portefeuille qui sont émis par la Société de Gestion ou par les entités de son groupe, veuillez-vous reporter aux rubriques des comptes annuels :

- Autres Informations.
- Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le groupe.

Gestion de la liquidité

Conformément à la réglementation européenne, la société de gestion conduit régulièrement des tests de résistance, dans des conditions normales et exceptionnelles de liquidité, qui lui permettent d'évaluer le risque de liquidité du fonds. Ces tests de résistance se caractérisent par des scénarios de manque de liquidité des actifs ou des demandes atypiques de rachat de parts.

Gestion des risques

La société de gestion a établi une politique de risque et un dispositif opérationnel de suivi et d'encadrement veillant à s'assurer que le profil de risque de l'OPC est conforme à celui décrit aux investisseurs. En particulier sa fonction permanente de gestion des risques veille au respect des limites encadrant les risques de marché, de crédit, de liquidité ou opérationnels. Les systèmes et procédures de suivi font l'objet d'une adaptation à chaque stratégie de gestion pour conserver toute la pertinence du dispositif.

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Calcul du risque global

- Méthode du calcul de l'engagement

Les contrats à terme fermes sont portés pour leur valeur de marché, en engagement hors bilan, au cours de compensation. Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent. Les contrats d'échange de taux réalisés de gré à gré sont évalués sur la base du montant nominal, plus ou moins, la différence d'estimation correspondante.

- Méthode de calcul du risque global : L'OPC utilise la méthode du calcul de l'engagement pour calculer le risque global de l'OPC sur les contrats financiers.

- Effet de Levier – Fonds pour lesquels la méthode de calcul en risque est appliquée
Niveau de levier indicatif : 51,20%.

- Effet de Levier :

Le % d'effet de levier pour ce FIA calculé selon la méthode brute est de 150,87%.

Le % d'effet de levier pour ce FIA calculé selon la méthode d'engagement est de 138,92%.

N.B : Un taux de 100% d'effet de levier correspond à un portefeuille sans effet de levier.

- Droit de remploi du collatéral : 100%.

Informations réglementaires

Procédure de sélection de brokers et des contreparties

Notre société de gestion et sa filiale de « Négociation » attachent une grande importance à la sélection des prestataires transactionnels que sont les intermédiaires ("brokers") ou contreparties.

Ses méthodes de sélection sont les suivantes :

- Les intermédiaires ("brokers") sont sélectionnés par zone géographique, puis par métier. Les contreparties sont sélectionnées par métier.
- Les intermédiaires ("brokers") et les contreparties se voient attribuer une note interne trimestrielle. Les directions de notre société intervenant dans le processus de notation sont directement concernées par les prestations fournies par ces prestataires. C'est la filiale de « Négociation » de notre société qui organise et détermine cette notation sur base des notes décernées par chaque responsable d'équipe concernée selon les critères suivants :

Pour les équipes de gérants, d'analystes financiers et de stratégestes :

- Relation commerciale générale, compréhension des besoins, pertinence des contacts,
- Qualité des conseils de marchés et opportunités, suivi des conseils,
- Qualité de la recherche et des publications,
- Univers des valeurs couvertes, visites des sociétés et de leur direction.

Pour les équipes de négociateurs :

- Qualité des personnels, connaissance du marché et information sur les sociétés, confidentialité,
- Proposition de prix,
- Qualité des exécutions,
- Qualité du traitement des opérations, connectivité, technicité et réactivité.

Les directions « Compliance » et « Middle Office » de notre société disposent d'un droit de véto.

Accréditation d'un nouveau prestataire (intermédiaire ou contrepartie) transactionnel

La filiale de « Négociation » se charge d'instruire les dossiers d'habilitation et d'obtenir l'accord des directions « Risques » et « Compliance ». Lorsque le prestataire transactionnel (intermédiaire ou contrepartie) est habilité, il fait l'objet d'une notation lors du trimestre suivant.

Comités de suivi des prestataires (intermédiaires et contreparties) transactionnels

Ces comités de suivi ont lieu chaque trimestre, sous l'égide du responsable de la filiale de « Négociation ». Les objectifs de ces comités sont les suivants :

- Valider l'activité écoulée et la nouvelle sélection à mettre en œuvre pour le trimestre suivant,
- Décider de l'appartenance des prestataires à un groupe qui se verra confier un certain nombre de transactions,
- Définir les perspectives de l'activité.

Dans ces perspectives, les comités de suivi passent en revue les statistiques et notes attribuées à chaque prestataire et prennent les décisions qui en découlent.

Rapport sur les frais d'intermédiation

Il est tenu à la disposition des porteurs un rapport relatif aux frais d'intermédiation. Ce rapport est consultable à l'adresse internet suivante : www.amundi.com.

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Politique de Rémunérations

Politique et pratiques de rémunération du personnel du gestionnaire

La politique de rémunération mise en place au sein de Amundi Asset Management est conforme aux dispositions en matière de rémunération mentionnées dans la directive 2011/61/UE du Parlement Européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (ci-après la « Directive AIFM »), et dans la directive 2014/91/UE du 23 juillet 2014 concernant les OPCVM (ci-après la « Directive UCITS V »). Ces règles, portant sur les structures, les pratiques et la politique de rémunération du gestionnaire ont notamment pour but de contribuer à renforcer la gestion saine, efficace et maîtrisée des risques pesant tant sur la société de gestion que sur les fonds gérés.

De plus, la politique de rémunération est conforme au Règlement (UE) 2019/2088 (« SFDR »), intégrant le risque de développement durable et les critères ESG dans le plan de contrôle d'Amundi, avec des responsabilités réparties entre le premier niveau de contrôles effectué par les équipes de Gestion et le deuxième niveau de contrôles effectué par les équipes Risques, qui peuvent vérifier à tout moment le respect des objectifs et des contraintes ESG d'un fonds.

Cette politique s'inscrit dans le cadre de la politique de rémunération du Groupe Amundi, revue chaque année par son Comité des Rémunérations. Lors de la séance du 30 janvier 2023, celui-ci a vérifié l'application de la politique applicable au titre de l'exercice 2022 et sa conformité avec les principes des Directives AIFM et UCITS V, et a approuvé la politique applicable au titre de l'exercice 2023.

La mise en œuvre de la politique de rémunération Amundi a fait l'objet, courant 2023, d'une évaluation interne, centrale et indépendante, conduite par l'Audit Interne Amundi.

1.1 Montant des rémunérations versées par le gestionnaire à son personnel

Sur l'exercice 2023, le montant total des rémunérations versées par Amundi Asset Management (incluant les rémunérations fixes et variables différées et non différées) à l'ensemble de son personnel (1 923 bénéficiaires ⁽¹⁾) s'est élevé à 207 362 471 euros. Ce montant se décompose comme suit :

- Montant total des rémunérations fixes versées par Amundi Asset Management sur l'exercice : 145 346 571 euros, soit 70% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunération fixe.
- Montant total des rémunérations variables différées et non différées versées par Amundi Asset Management sur l'exercice : 62 015 900 euros, soit 30% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous cette forme. L'ensemble du personnel est éligible au dispositif de rémunération variable.

⁽¹⁾ Nombre de collaborateurs (CDI, CDD) payés au cours de l'année.

Par ailleurs, du « carried interest » a été versé au cours de l'exercice 2023, et est pris en compte dans le montant total de rémunérations variables versées ci-dessus.

Sur le total des rémunérations versées sur l'exercice (fixes et variables différées et non différées), 21 370 354 euros concernaient les « cadres dirigeants et cadres supérieurs » (44 bénéficiaires), 15 185 244 euros concernaient les « gérants décisionnaires » dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque des fonds gérés (56 bénéficiaires).

1.2 Incidences de la politique et des pratiques de rémunération sur le profil de risque et sur la gestion des conflits d'intérêt

Le Groupe Amundi s'est doté d'une politique et a mis en œuvre des pratiques de rémunération conformes aux dernières évolutions législatives, réglementaires et doctrinales issues des autorités de régulation pour l'ensemble de ses Sociétés de Gestion.

Le Groupe Amundi a également procédé à l'identification de son Personnel Identifié qui comprend l'ensemble des collaborateurs du Groupe Amundi exerçant un pouvoir de décision sur la gestion des sociétés ou des fonds gérés et susceptibles par conséquent d'avoir un impact significatif sur la performance ou le profil de risque.

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Les rémunérations variables attribuées au personnel du Groupe Amundi sont déterminées en combinant l'évaluation des performances du collaborateur concerné, de l'unité opérationnelle auquel il appartient et des résultats d'ensemble du Groupe. Cette évaluation des performances individuelles prend en compte aussi bien des critères quantitatifs que qualitatifs, ainsi que le respect des règles de saine gestion des risques.

Les critères pris en compte pour l'évaluation des performances et l'attribution des rémunérations variables dépendent de la nature de la fonction exercée :

1. Fonctions de sélection et de gestion de portefeuille

Critères quantitatifs :

- RI/Sharpe sur 1, 3 et 5 ans
- Performance brute/absolue/relative des stratégies d'investissement (basées sur des composites GIPS) sur 1,3, 5 ans, perspective principalement axée sur 1 an, ajustée sur le long terme (3,5 ans)
- Performance en fonction du risque basée sur RI/Sharpe sur 1, 3 et 5 ans
- Classements concurrentiels à travers les classements Morningstar
- Collecte nette/demande de soumission, mandats réussis
- Performance fees
- Quand cela est pertinent, évaluation ESG des fonds selon différentes agences de notation (Morningstar, CDP...)
- Respect de l'approche ESG « Beat the benchmark », de la politique d'exclusion ESG et de l'index de transition climatique.

Critères qualitatifs :

- Respect des règles de risque, de conformité, et de la politique ESG, et des règles légales
- Qualité du management
- Innovation/développement produit
- Transversalité et partage des meilleures pratiques
- Engagement commercial incluant la composante ESG dans les actions commerciales
- ESG :
 - Respect de la politique ESG et participation à l'offre Net-zero,
 - Intégration de l'ESG dans les processus d'investissement
 - Capacité à promouvoir et diffuser la connaissance ESG en interne et en externe
 - Participer à l'élargissement de l'offre et à l'innovation en matière ESG
 - Aptitude à concilier la combinaison entre risque et ESG (le risque et le retour ajusté de l'ESG).

2. Fonctions commerciales

Critères quantitatifs :

- Collecte nette, notamment en matière d'ESG et de produits à impact
- Recettes
- Collecte brute
- Développement et fidélisation de la clientèle ; gamme de produits
- Nombre d'actions commerciales par an, notamment en matière de prospection
- Nombre de clients contactés sur leur stratégie Net-zero.

Critères qualitatifs :

- Respect des règles de risque, de conformité, et de la politique ESG, et des règles légales
- Prise en compte conjointe des intérêts d'Amundi et des intérêts du client
- Sécurisation/ développement de l'activité
- Satisfaction client
- Qualité du management
- Transversalité et partage des meilleures pratiques
- Esprit d'entreprise
- Aptitude à expliquer et promouvoir les politiques ESG ainsi que les solutions d'Amundi.

3. Fonctions de support et de contrôle

En ce qui concerne les fonctions de contrôle, l'évaluation de la performance et les attributions de rémunération variable sont indépendantes de la performance des secteurs d'activités qu'elles contrôlent.

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Les critères habituellement pris en compte sont les suivants :

- Principalement des critères liés à l'atteinte d'objectifs qui leur sont propres (maîtrise des risques, qualité des contrôles, réalisation de projets, amélioration des outils et systèmes etc.)
- Lorsque des critères financiers sont utilisés, ils tournent essentiellement autour de la gestion et l'optimisation des charges.

Les critères de performance ci-dessus énoncés, et notamment ceux appliqués au Personnel Identifié en charge de la gestion, s'inscrivent plus largement dans le respect de la réglementation applicable aux fonds gérés ainsi que de la politique d'investissement du comité d'investissement du gestionnaire.

En outre, le Groupe Amundi a mis en place, pour l'ensemble de son personnel, des mesures visant à aligner les rémunérations sur la performance et les risques à long terme, et à limiter les risques de conflits d'intérêts.

A ce titre, notamment :

- est mis en place un barème de différé, conforme aux exigences des Directives AIFM et UCITS V.
- la partie différée de la rémunération variable des collaborateurs du Personnel Identifié est versée en instruments indexés à 100% sur la performance d'un panier de fonds représentatif.
- l'acquisition définitive de la partie différée est liée à la situation financière d'Amundi, à la continuité d'emploi du collaborateur dans le groupe ainsi qu'à sa gestion saine et maîtrisée des risques sur toute la période d'acquisition.

Respect par l'OPC de critères relatifs aux objectifs environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG)

- Amundi produit une analyse ESG qui se traduit par la notation ESG de plus de 19 000 entreprises dans le monde¹, selon une échelle qui va de « A » (pour les émetteurs aux meilleures pratiques ESG) à « G » (pour les moins bonnes pratiques ESG). Le score ESG obtenu vise à mesurer la performance ESG d'un émetteur : capacité à anticiper et gérer les risques de durabilité ainsi que l'impact négatif potentiel de ses activités sur les facteurs de durabilité. Cette analyse est complétée par une politique d'engagement active auprès des émetteurs, en particulier sur les enjeux importants en matière de développement durable propres à leurs secteurs.
- Dans le cadre de sa responsabilité fiduciaire, Amundi a fixé des normes minimales et des politiques d'exclusion sur des sujets critiques en matière de durabilité². Ces Normes Minimales et cette Politique d'Exclusion sont appliquées aux portefeuilles gérés activement et aux portefeuilles ESG passifs et toujours dans le respect des lois et des réglementations applicables.

Pour la gestion passive, l'application de la politique d'exclusion diffère entre les produits ESG et les produits non ESG³ :

- Pour les fonds passifs ESG : Tous les ETF ESG et fonds indiciels ESG appliquent les Normes Minimales et la Politique d'Exclusion d'Amundi,
- Pour les fonds passifs non ESG : Le devoir fiduciaire consiste à reproduire le plus fidèlement possible un indice. Le gestionnaire de portefeuille dispose donc d'une marge de manœuvre limitée et doit respecter les objectifs contractuels afin que l'exposition passive soit en parfaite adéquation avec l'indice de référence demandé. Les fonds indiciels/ETF d'Amundi, répliquant des indices de référence standards (non ESG) n'appliquent pas d'exclusions systématiques au-delà de celles imposées par la réglementation.

Exclusions normatives liées aux conventions internationales :

- **mines anti-personnel et bombes à sous-munitions**⁴,

¹ Sources Amundi Décembre 2023

² Pour plus de détails se référer à la politique investissement responsable d'Amundi disponible sur le site www.amundi.fr

³ Pour une vue exhaustive du champ d'application de la Politique d'Exclusion d'Amundi, veuillez-vous référer aux tableaux présentés en annexe page 37 de la Politique Générale Investissement Responsable d'Amundi

⁴ Conventions Ottawa (12/03/1997) et Oslo (12/03/2008)

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

- armes chimiques et biologiques⁵,
- armes à uranium appauvri,
- violation des principes du Pacte mondial des Nations Unies⁶.

Exclusions sectorielles :

- armement nucléaire,
- charbon thermique⁷,
- hydrocarbures non conventionnels (représentant plus de 30% du chiffre d'affaires pour l'exploration et la production)⁸,
- tabac (*produits complets du tabac générant plus de 5% du chiffre d'affaires des entreprises*).

Concernant les politiques d'exclusions sectorielles :

- Charbon thermique

Amundi a mis en œuvre depuis 2016 une politique sectorielle spécifique générant l'exclusion de certaines entreprises et émetteurs. Chaque année depuis 2016, Amundi a renforcé sa politique d'exclusion du charbon (règles et seuils) dans la mesure où son élimination progressive (calendrier 2030/2040) est primordiale pour parvenir à la décarbonation de nos économies. Ces engagements découlent de la stratégie climat du groupe Crédit Agricole.

Amundi exclut :

- Les sociétés d'exploitation minières, de services publics et d'infrastructures de transport qui développent des projets de charbon thermique, bénéficiant d'un statut autorisé, et qui sont en phase de construction,
- Les entreprises générant plus de 20% de leur chiffre d'affaires grâce à l'extraction de charbon thermique,
- Les entreprises dont l'extraction annuelle de charbon thermique est supérieure ou égale à 70 millions de tonnes, sans intention de réduction,
- Toutes les entreprises qui génèrent plus de 50% de leur chiffre d'affaires de l'extraction du charbon thermique et de la production d'électricité à partir de charbon thermique,
- Toutes les entreprises qui génèrent entre 20% et 50% de leur chiffre d'affaires de la production d'électricité à base de charbon thermique et de l'extraction de charbon thermique, et présentant une trajectoire de transition insuffisante⁹.

- Hydrocarbures non conventionnels

L'investissement dans les entreprises fortement exposées aux énergies fossiles entraîne de plus en plus de risques sociaux, environnementaux et économiques. L'exploration et la production pétrolière et gazière non conventionnelles sont exposées à des risques climatiques aigus. Amundi applique une gestion discrétionnaire en la matière et sa politique est applicable à l'ensemble des stratégies de gestion active, et toutes les stratégies ESG de gestion passive.

Amundi exclut :

- Les entreprises dont l'activité qui est liée à l'exploration et à la production d'hydrocarbures non conventionnels représente plus de 30% du chiffre d'affaires.

- Tabac

Amundi pénalise les émetteurs exposés à la chaîne de valeur du tabac en limitant leur note ESG et a mis en place une politique d'exclusion pour les entreprises productrices de cigarettes. Cette politique touche l'ensemble du secteur du tabac, y compris les fournisseurs, les fabricants de cigarettes et les détaillants. Elle est applicable à toutes les stratégies de gestion active et toutes les stratégies ESG de gestion passive sur lesquelles Amundi applique une gestion discrétionnaire.

⁵ Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction - 26/03/1972

⁶ Emetteurs qui violent de manière grave et répétée un ou plusieurs des dix principes du Pacte mondial des Nations Unies, sans prendre de mesures correctives crédibles

⁷ Développeurs, extraction minière, entreprises jugées trop exposées pour pouvoir sortir du charbon thermique au rythme escompté

⁸ Sables bitumeux, pétrole de schiste, gaz de schiste

⁹ Amundi effectue une analyse pour évaluer la qualité du plan d'élimination progressive

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Amundi exclut :

- Les entreprises qui fabriquent des produits complets du tabac (seuils d'application : chiffre d'affaires supérieurs à 5%), y compris les fabricants de cigarettes, car aucun produit ne peut être considéré comme exempt du travail des enfants.

Par ailleurs, la note ESG du secteur du tabac est plafonnée à E (sur l'échelle de notation allant de A à G). Cette politique s'applique aux entreprises impliquées dans les activités de fabrication, de fourniture et de distribution du tabac (seuils d'application : chiffre d'affaires supérieur à 10%).

- *Armement nucléaire*

Amundi limite les investissements dans les entreprises exposées à l'armement nucléaire et notamment celles qui sont impliquées dans la production de composants clés/dédiés à l'arme nucléaire.

Amundi exclut :

- Les émetteurs impliqués dans la production, la vente et le stockage des armes nucléaires des Etats qui n'ont pas ratifié le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, ou des Etats l'ayant ratifié mais n'étant pas membres de l'OTAN,
- Les émetteurs impliqués dans la production d'ogives nucléaires et/ou de missiles nucléaires complets, ainsi que dans les composants qui ont été développés et/ou modifiés de manière significative en vue d'une utilisation exclusive dans des armes nucléaires,
- Les émetteurs réalisant plus de 5% de leur chiffre d'affaires de la production ou de la vente d'armes nucléaires (à l'exception des composants à double usage et des plateformes de lancement).

Pour plus d'informations sur les modalités de prise en compte des enjeux environnementaux (en particulier les enjeux liés au changement climatique), sociaux et de gouvernance (enjeux ESG) dans sa politique d'investissement, Amundi met à la disposition des investisseurs un rapport « Application de l'article 29 », disponible sur <https://legroupe.amundi.com> (Rubrique Documentation légale).

Règlements SFDR et Taxonomie

Article 6

Vu la focalisation des investissements dans lesquels ils investissent, les Gérants de fonds non classifiés comme relevant de l'article 8 ou de l'article 9 du règlement (UE) 2019/2088 relatif à la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement Disclosure »), n'ont pas intégré la prise en considération d'activités économiques durables sur le plan environnemental au processus d'investissement du fonds.

Il convient par conséquent de noter que les investissements sous-jacents à ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union Européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Tout au long de l'exercice, le fonds a pris en compte l'indicateur 14 contenu dans les Principales Incidences Négatives* (au sens du Règlement (UE) 2019/2088 précité) via les normes minimales et la politique d'exclusion d'Amundi relatives aux armes controversées, excluant les émetteurs impliqués dans la fabrication, la vente, le stockage ou les services liés aux mines antipersonnel et aux bombes à sous-munitions, interdites par les traités d'Ottawa et d'Oslo, ainsi que les émetteurs impliqués dans la production, la vente ou le stockage d'armes chimiques, biologiques et à l'uranium appauvri, conformément à la politique mondiale d'investissement responsable d'Amundi.

*Appelé en anglais *Principal Adverse Impacts (PAI)*

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Certification du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ACTIONS 50

Fonds Commun de Placement

Société de Gestion :
Amundi Asset Management

91-93, boulevard Pasteur
75015 PARIS

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 septembre 2024

Aux porteurs de parts du FCP ACTIONS 50,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisme de placement collectif ACTIONS 50 constitué sous forme de fonds commun de placement (FCP) relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du FCP, à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion sur les comptes annuels

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 30 septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du FCP à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le FCP ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes

d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre FCP.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre:

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du FCP à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Compte tenu des délais d'obtention de certaines informations nécessaires à la finalisation de nos travaux, le présent rapport est daté du 03 juin 2025

Paris La Défense, le 03 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes

Deloitte & Associés

Stéphane COLLAS
Stéphane COLLAS

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Comptes annuels

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Bilan Actif au 30/09/2024 en EUR	30/09/2024
Immobilisations corporelles nettes	
Titres financiers	
Actions et valeurs assimilées (A)	
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	
Obligations convertibles en actions (B)	
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	
Obligations et valeurs assimilées (C)	
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	
Titres de créances (D)	
Négoiés sur un marché réglementé ou assimilé	
Non négoiés sur un marché réglementé ou assimilé	
Parts d'OPC et de fonds d'investissements (E)	197 951 002,65
OPCVM	197 665 153,27
FIA et équivalents d'autres Etats membres de l'Union Européenne	285 849,38
Autres OPC et fonds d'investissements	
Dépôts (F)	
Instruments financiers à terme (G)	1 492 770,18
Opérations temporaires sur titres (H)	
Créances représentatives de titres financiers reçus en pension	
Créances représentatives de titres donnés en garantie	
Créances représentatives de titres financiers prêtés	
Titres financiers empruntés	
Titres financiers donnés en pension	
Autres opérations temporaires	
Prêts (I) (*)	
Autres actifs éligibles (J)	
Sous-total actifs éligibles I = (A+B+C+D+E+F+G+H+I+J)	199 443 772,83
Créances et comptes d'ajustement actifs	4 539 017,99
Comptes financiers	7 703 342,82
Sous-total actifs autres que les actifs éligibles II	12 242 360,81
Total de l'actif I+II	211 686 133,64

(*) L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Bilan Passif au 30/09/2024 en EUR	30/09/2024
Capitaux propres :	
Capital	167 088 626,91
Report à nouveau sur revenu net	
Report à nouveau des plus et moins-values réalisées nettes	19 179 425,14
Résultat net de l'exercice	22 482 327,10
Capitaux propres I	208 750 379,15
Passifs de financement II (*)	
Capitaux propres et passifs de financement (I+II)	208 750 379,15
Passifs éligibles :	
Instruments financiers (A)	
Opérations de cession sur instruments financiers	
Opérations temporaires sur titres financiers	
Instruments financiers à terme (B)	1 491 933,74
Emprunts (C) (*)	
Autres passifs éligibles (D)	
Sous-total passifs éligibles III = (A+B+C+D)	1 491 933,74
Autres passifs :	
Dettes et comptes d'ajustement passifs	1 443 820,75
Concours bancaires	
Sous-total autres passifs IV	1 443 820,75
Total Passifs : I+II+III+IV	211 686 133,64

(*) L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Compte de résultat au 30/09/2024 en EUR	30/09/2024
Revenus financiers nets	
Produits sur opérations financières :	
Produits sur actions (*)	-75 888,74
Produits sur obligations	
Produits sur titres de créances	
Produits sur parts d'OPC	78 650,04
Produits sur instruments financiers à terme	
Produits sur opérations temporaires sur titres	
Produits sur prêts et créances	
Produits sur autres actifs et passifs éligibles	
Autres produits financiers	132 149,46
Sous-total produits sur opérations financières	134 910,76
Charges sur opérations financières :	
Charges sur opérations financières	
Charges sur instruments financiers à terme	
Charges sur opérations temporaires sur titres	
Charges sur emprunts	
Charges sur autres actifs et passifs éligibles	
Charges sur passifs de financement	
Autres charges financières	-319,48
Sous-total charges sur opérations financières	-319,48
Total revenus financiers nets (A)	134 591,28
Autres produits :	
Rétrocession des frais de gestion au bénéfice de l'OPC	
Versements en garantie de capital ou de performance	
Autres produits	
Autres charges :	
Frais de gestion de la société de gestion	-2 105 834,41
Frais d'audit, d'études des fonds de capital investissement	
Impôts et taxes	
Autres charges	
Sous-total autres produits et autres charges (B)	-2 105 834,41
Sous-total revenus nets avant compte de régularisation (C = A-B)	-1 971 243,13
Régularisation des revenus nets de l'exercice (D)	105 357,40
Sous-total revenus nets I = (C+D)	-1 865 885,73
Plus ou moins-values réalisées nettes avant compte de régularisations :	
Plus ou moins-values réalisées	9 496 632,32
Frais de transactions externes et frais de cession	-86 586,85
Frais de recherche	
Quote-part des plus-values réalisées restituées aux assureurs	
Indemnités d'assurance perçues	
Versements en garantie de capital ou de performance reçus	
Sous-total plus ou moins-values réalisées nettes avant compte de régularisations (E)	9 410 045,47
Régularisations des plus ou moins-values réalisées nettes (F)	-278 462,95
Plus ou moins-values réalisées nettes II = (E+F)	9 131 582,52

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Compte de résultat au 30/09/2024 en EUR	30/09/2024
Plus ou moins-values latentes nettes avant compte de régularisations :	
Variation des plus ou moins-values latentes y compris les écarts de change sur les actifs éligibles	16 566 330,93
Écarts de change sur les comptes financiers en devises	-28,57
Versements en garantie de capital ou de performance à recevoir	
Quote-part des plus-values latentes à restituer aux assureurs	
Sous-total plus ou moins-values latentes nettes avant compte de régularisation (G)	16 566 302,36
Régularisations des plus ou moins-values latentes nettes (H)	-1 349 672,05
Plus ou moins-values latentes nettes III = (G+H)	15 216 630,31
Acomptes :	
Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (J)	
Acomptes sur plus ou moins-values réalisées nettes versés au titre de l'exercice (K)	
Total Acomptes versés au titre de l'exercice IV = (J+K)	
Impôt sur le résultat V (**)	
Résultat net I + II + III + IV + V	22 482 327,10

(*) Ce montant inclut un ajustement de 175 539,94 euros du compte 700204 de l'exercice 2023 qui a été rectifié sur l'exercice 2024.

(**) L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Annexes aux comptes annuels

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

A. Informations générales

A1. Caractéristiques et activité de l'OPC à capital variable

A1a. Stratégie et profil de gestion

La gestion de ce FCP est profilée et totalement discrétionnaire dans la limite de l'objectif recherché. Le gérant recherche la réalisation d'une performance supérieure à celle de son indice composé à 20 % d'actions ayant pour référence le DJ Eurostoxx50 net return (dividendes nets réinvestis) et 80 % d'obligations européennes ayant pour référence l'indice EUROMTS 1-3 ans.

Le prospectus / règlement de l'OPC décrit de manière complète et précise ces caractéristiques.

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

A1b. Eléments caractéristiques de l'OPC au cours des 5 derniers exercices

	30/09/2020	30/09/2021	30/09/2022	29/09/2023	30/09/2024
Actif net en EUR	78 670 390,13	82 508 943,38	66 435 808,07	208 626 670,10	208 750 379,15
Nombre de titres	3 169 512,637	2 892 659,357	2 636 962,175	7 748 258,199	6 917 747,639
Valeur liquidative unitaire	24,82	28,52	25,19	26,92	30,17
Plus et moins-values nettes unitaire non distribuées	2,05	2,32	3,47	2,77	4,09
Capitalisation unitaire sur revenu	-0,24	-0,27	-0,28	-0,14	-0,26

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

A2. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés pour la première fois sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2020-07 modifié par le règlement ANC 2022-03.

1 Changements de méthodes comptables y compris de présentation en rapport avec l'application du nouveau règlement comptable relatif aux comptes annuels des organismes de placement collectif à capital variable (Règlement ANC 2020-07 modifié)

Ce nouveau règlement impose des changements de méthodes comptables dont des modifications de présentation des comptes annuels. La comparabilité avec les comptes de l'exercice précédent ne peut donc être réalisée.

NB : les états concernés sont (outre le bilan et le compte de résultat) : B1. Evolution des capitaux propres et passifs de financement ; D5a. Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets et D5b. Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes.

Ainsi, conformément au 2ème alinéa de l'article 3 du Règlement ANC 2020-07, les états financiers ne présentent pas les données de l'exercice précédent ; les états financiers N-1 sont intégrés dans l'annexe.

Ces changements portent essentiellement sur :

- la structure du bilan qui est désormais présentée par types d'actifs et de passifs éligibles, incluant les prêts et les emprunts ;
- la structure du compte de résultat qui est profondément modifiée ; le compte de résultat incluant notamment : les écarts de change sur comptes financiers, les plus ou moins-values latentes, les plus et moins-values réalisées et les frais de transactions ;
- la suppression du tableau de hors-bilan (une partie des informations sur les éléments de ce tableau figurent dorénavant dans les annexes) ;
- la suppression de l'option de comptabilisation des frais inclus au prix de revient (sans effet rétroactif pour les fonds appliquant anciennement la méthode des frais inclus) ;
- la distinction des obligations convertibles des autres obligations, ainsi que leurs enregistrements comptables respectifs ;
- une nouvelle classification des fonds cibles détenus en portefeuille selon le modèle : OPCVM / FIA / Autres ;
- la comptabilisation des engagements sur changes à terme qui n'est plus faite au niveau du bilan mais au niveau du hors-bilan, avec une information sur les changes à terme couvrant une part spécifique ;
- l'ajout d'informations relatives aux expositions directes et indirectes sur les différents marchés ;
- la présentation de l'inventaire qui distingue désormais les actifs et passifs éligibles et les instruments financiers à terme ;
- l'adoption d'un modèle de présentation unique pour tous les types d'OPC ;
- la suppression de l'agrégation des comptes pour les fonds à compartiments.

2 Règles et méthodes comptables appliquées au cours de l'exercice

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent (sous réserve des changements décrits ci-avant) :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

Titres de créances négociables :

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France ou les spécialistes des bons du Trésor.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

Instruments financiers à terme :

Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les Swaps :

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatifs à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Le cumul de ces frais respecte le taux de frais maximum de l'actif net indiqué dans le prospectus ou le règlement du fonds :

FR0007021670 - Part ACTIONS 50 : Taux de frais maximum de 1,00% TTC

Swing pricing

Mécanisme du Swing Pricing

Les souscriptions et les rachats significatifs peuvent avoir un impact sur la valeur liquidative en raison du coût de réaménagement du portefeuille lié aux transactions d'investissement et de désinvestissement. Ce coût peut provenir de l'écart entre le prix de transaction et le prix de valorisation, de taxes ou de frais de courtage.

Aux fins de préserver l'intérêt des porteurs présents dans l'OPC la Société de Gestion peut décider d'appliquer un mécanisme de Swing Pricing à l'OPC avec seuil de déclenchement.

Ainsi dès lors que le solde de souscriptions-rachats de toutes les parts confondues est supérieur en valeur absolue au seuil préétabli, il sera procédé à un ajustement de la Valeur Liquidative. Par conséquent, la Valeur Liquidative sera ajustée à la hausse (et respectivement à la baisse) si le solde des souscriptions-rachats est positif (et respectivement négatif) ; l'objectif est de limiter l'impact de ces souscriptions-rachats sur la Valeur Liquidative des porteurs présents dans le fonds.

Ce seuil de déclenchement est exprimé en pourcentage de l'actif total de l'OPC.

Le niveau du seuil de déclenchement ainsi que le facteur d'ajustement de la valeur liquidative sont déterminés par la Société de gestion, et ils sont revus à minima sur un rythme trimestriel.

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

En raison de l'application du Swing Pricing, la volatilité de l'OPC peut ne pas provenir uniquement des actifs détenus en portefeuille.

Conformément à la réglementation, seules les personnes en charge de sa mise en œuvre connaissent le détail de ce mécanisme, et notamment le pourcentage du seuil de déclenchement.

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le revenu :

Le revenu net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercice antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Les sommes mentionnées « le revenu » et « les plus et moins-values » peuvent être distribuées, en tout ou partie, indépendamment l'une de l'autre.

La mise en paiement des sommes distribuables est effectuée dans un délai maximal de cinq mois suivant la clôture de l'exercice.

Lorsque l'OPC est agréé au titre du règlement (UE) n° 2017/1131 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 sur les fonds monétaires, par dérogation aux dispositions du I, les sommes distribuables peuvent aussi intégrer les plus-values latentes.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

Part(s)	Affectation des revenus nets	Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées
Part ACTIONS 50	Distribution	Capitalisation, et/ou Distribution, et/ou Report par décision de la société de gestion

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

B. Evolution des capitaux propres et passifs de financement

B1. Evolution des capitaux propres et passifs de financement

Evolution des capitaux propres au cours de l'exercice en EUR	30/09/2024
Capitaux propres début d'exercice	208 626 670,10
Flux de l'exercice :	
Souscriptions appelées (y compris la commission de souscription acquise à l'OPC)	1 279 021,80
Rachats (sous déduction de la commission de rachat acquise à l'OPC)	-25 160 417,45
Revenus nets de l'exercice avant comptes de régularisation	-1 971 243,13
Plus ou moins-values réalisées nettes avant comptes de régularisation	9 410 045,47
Variation des plus ou moins-values latentes avant comptes de régularisation	16 566 302,36
Distribution de l'exercice antérieur sur revenus nets	
Distribution de l'exercice antérieur sur plus ou moins-values réalisées nettes	
Distribution de l'exercice antérieur sur plus-values latentes	
Acomptes versés au cours de l'exercice sur revenus nets	
Acomptes versés au cours de l'exercice sur plus ou moins-values réalisées nettes	
Acomptes versés au cours de l'exercice sur plus-values latentes	
Autres éléments	
Capitaux propres en fin d'exercice (= Actif net)	208 750 379,15

B2. Reconstitution de la ligne « capitaux propres » des fonds de capital investissement et autres véhicules

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

B3. Evolution du nombre de parts au cours de l'exercice

B3a. Nombre de parts souscrites et rachetées pendant l'exercice

	En parts	En montant
Parts souscrites durant l'exercice	44 544,232	1 279 021,80
Parts rachetées durant l'exercice	-875 054,792	-25 160 417,45
Solde net des souscriptions/rachats	-830 510,560	-23 881 395,65
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	6 917 747,639	

B3b. Commissions de souscription et/ou rachat acquises

	En montant
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	
Commissions de souscription acquises	
Commissions de rachat acquises	

B4. Flux concernant le nominal appelé et remboursé sur l'exercice

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

B5. Flux sur les passifs de financement

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

B6. Ventilation de l'actif net par nature de parts

Libellé de la part Code ISIN	Affectation des revenus nets	Affectation des plus ou moins- values nettes réalisées	Devise de la part	Actif net par part	Nombre de parts	Valeur liquidative
ACTIONS 50 FR0007021670	Distribution	Capitalisation, et/ou Distribution, et/ou Report par décision de la société de gestion	EUR	208 750 379,15	6 917 747,639	30,17

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

C. Informations relatives aux expositions directes et indirectes sur les différents marchés

C1. Présentation des expositions directes par nature de marché et d'exposition

C1a. Exposition directe sur le marché actions (hors obligations convertibles)

Montants exprimés en milliers EUR	Exposition +/-	Ventilation des expositions significatives par pays				
		Pays 1 +/-	Pays 2 +/-	Pays 3 +/-	Pays 4 +/-	Pays 5 +/-
Actif						
Actions et valeurs assimilées						
Opérations temporaires sur titres						
Passif						
Opérations de cession sur instruments financiers						
Opérations temporaires sur titres						
Hors-bilan						
Futures	-31 989,90	NA	NA	NA	NA	NA
Options		NA	NA	NA	NA	NA
Swaps		NA	NA	NA	NA	NA
Autres instruments financiers		NA	NA	NA	NA	NA
Total	-31 989,90					

C1b. Exposition sur le marché des obligations convertibles - Ventilation par pays et maturité de l'exposition

Montants exprimés en milliers EUR	Exposition +/-	Décomposition de l'exposition par maturité			Décomposition par niveau de deltas	
		<= 1 an	1<X<=5 ans	> 5 ans	<= 0,6	0,6<X<=1
Total						

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

C1c. Exposition directe sur le marché de taux (hors obligations convertibles) - Ventilation par nature de taux

Montants exprimés en milliers EUR	Exposition +/-	Ventilation des expositions par type de taux			
		Taux fixe +/-	Taux variable ou révisable +/-	Taux indexé +/-	Autre ou sans contrepartie de taux +/-
Actif					
Dépôts					
Obligations					
Titres de créances					
Opérations temporaires sur titres					
Comptes financiers	7 703,34				7 703,34
Passif					
Opérations de cession sur instruments financiers					
Opérations temporaires sur titres					
Emprunts					
Comptes financiers					
Hors-bilan					
Futures	NA	35 401,21			
Options	NA				
Swaps	NA				
Autres instruments financiers	NA				
Total		35 401,21			7 703,34

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

C1d. Exposition directe sur le marché de taux (hors obligations convertibles) - Ventilation par durée résiduelle

Montants exprimés en milliers EUR	[0 - 3 mois] (*)]3 - 6 mois] (*)]6 - 12 mois] (*)]1 - 3 ans] (*)]3 - 5 ans] (*)]5 - 10 ans] (*)	>10 ans (*)
	+/-	+/-	+/-	+/-	+/-	+/-	+/-
Actif							
Dépôts							
Obligations							
Titres de créances							
Opérations temporaires sur titres							
Comptes financiers	7 703,34						
Passif							
Opérations de cession sur instruments financiers							
Opérations temporaires sur titres							
Emprunts							
Comptes financiers							
Hors-bilan							
Futures						35 401,21	
Options							
Swaps							
Autres instruments							
Total	7 703,34					35 401,21	

(*) L'OPC peut regrouper ou compléter les intervalles de durées résiduelles selon la pertinence des stratégies de placement et d'emprunts.

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

C1e. Exposition directe sur le marché des devises

Montants exprimés en milliers EUR	Devise 1	Devise 2	Devise 3	Devise 4	Devise N
	USD	GBP	CHF	CAD	Autres devises
	+/-	+/-	+/-	+/-	+/-
Actif					
Dépôts					
Actions et valeurs assimilées					
Obligations et valeurs assimilées					
Titres de créances					
Opérations temporaires sur titres					
Créances	474,13	131,60	102,53		
Comptes financiers	7 058,54	212,94	102,35	10,65	24,21
Passif					
Opérations de cession sur instruments financiers					
Opérations temporaires sur titres					
Emprunts					
Dettes					
Comptes financiers					
Hors-bilan					
Devises à recevoir					
Devises à livrer					
Futures options swaps	15 048,31	-6 271,78	-5 601,40		
Autres opérations					
Total	22 580,98	-5 927,24	-5 396,52	10,65	24,21

C1f. Exposition directe aux marchés de crédit

Montants exprimés en milliers EUR	Invest. Grade	Non Invest. Grade	Non notés
	+/-	+/-	+/-
Actif			
Obligations convertibles en actions			
Obligations et valeurs assimilées			
Titres de créances			
Opérations temporaires sur titres			
Passif			
Opérations de cession sur instruments financiers			
Opérations temporaires sur titres			
Hors-bilan			
Dérivés de crédits			
Solde net			

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

C1g. Exposition des opérations faisant intervenir une contrepartie

Contreparties (montants exprimés en milliers EUR)	Valeur actuelle constitutive d'une créance	Valeur actuelle constitutive d'une dette
Opérations figurant à l'actif du bilan		
Dépôts		
Instruments financiers à terme non compensés		
Créances représentatives de titres financiers reçus en pension		
Créances représentatives de titres donnés en garantie		
Créances représentatives de titres financiers prêtés		
Titres financiers empruntés		
Titres reçus en garantie		
Titres financiers donnés en pension		
Créances		
Collatéral espèces		
Dépôt de garantie espèces versé		
Opérations figurant au passif du bilan		
Dettes représentatives des titres donnés en pension		
Instruments financiers à terme non compensés		
Dettes		
Collatéral espèces		

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

C2. Expositions indirectes pour les OPC de multi-gestion

Code ISIN	Dénomination de l'OPC	Société de gestion	Orientation des placements / style de gestion	Pays de domiciliation de l'OPC	Devise de la part d'OPC	Montant de l'exposition
FR0007045232	AMUNDI EUROZONE MICROCAPS PART I2	Amundi Asset Management	Actions Euro	France	EUR	13 810 230,00
FR0010821819	AMUNDI ETF MSCI EUROPE EX EMU UCITS ETF	Amundi Asset Management	Actions internationales	France	EUR	3 123 251,76
FR0013412038	AMUNDI ETF PEA EUROPE UCITS ETF	Amundi Asset Management	Fonds / Actions	France	EUR	63 811 421,94
FR0011871078	Amundi PEA MSCI China ESG Leaders UCITS ETF Acc	Amundi Asset Management	Fonds / Actions	France	EUR	1 103 436,60
FR0010173237	AMUNDI SERENITE PEA Part IC	Amundi Asset Management	Fonds / Monétaire	France	EUR	13 084 425,40
FR0014005XN8	AMUNDI EURO LIQUIDITY-RATED SRI Part Z	Amundi Asset Management	Monétaire Euro	France	EUR	1 064,79
FR0014005XL2	AMUNDI EURO LIQUIDITY SHORT TERM SRI PART Z C	Amundi Asset Management	Monétaire Euro	France	EUR	106,16
FR0014005XM0	AMUNDI EURO LIQUIDITY SRI PART Z C	Amundi Asset Management	Monétaire Euro	France	EUR	1 064,93
LU2059756754	AI MSCI EMER MARK SRI UCITS ETF DR USD	AMUNDI LUXEMBOURG SA	Fonds / Actions	Luxembourg	USD	48,11
LU1681041973	AIS M EUHI DI F UEC	AMUNDI LUXEMBOURG SA	Fonds / Actions	Luxembourg	EUR	4 942 434,96
LU1681047236	AMUNDI EURO STOXX 50 UCITS ETF DR - EUR C	AMUNDI LUXEMBOURG SA	Fonds / Actions	Luxembourg	EUR	28 535 204,51
LU1880392607	AMUNDI FUNDS EUROLAND EQUITY Z EUR C	AMUNDI LUXEMBOURG SA	Fonds / Actions	Luxembourg	EUR	7 133 936,28
LU2151177313	AMUNDI FUNDS EUROPEAN EQUITY ESG IMPROV Z	AMUNDI LUXEMBOURG SA	Fonds / Actions	Luxembourg	EUR	2 211 376,92
LU1880401010	AMUNDI FUNDS PIONEER GLOBAL EQUITY Z EUR C	AMUNDI LUXEMBOURG SA	Fonds / Actions	Luxembourg	EUR	2 090 243,30
LU2031987014	AMUNDI FUNDS US PIONEER FUND Z USD	AMUNDI LUXEMBOURG SA	Fonds / Actions	Luxembourg	USD	2 320 466,55

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

C2. Expositions indirectes pour les OPC de multi-gestion

Code ISIN	Dénomination de l'OPC	Société de gestion	Orientation des placements / style de gestion	Pays de domiciliation de l'OPC	Devise de la part d'OPC	Montant de l'exposition
LU0389810994	AMUNDI INDEX MSCI EMU - IE	AMUNDI LUXEMBOURG SA	Fonds / Actions	Luxembourg	EUR	17 142 800,37
LU1681041890	AMUNDI MSCI EURO QUALITYFACTR UCETFEUR C	AMUNDI LUXEMBOURG SA	Fonds / Actions	Luxembourg	EUR	2 819 493,42
LU2089238112	AMUNDI PRIME EUROZONE UCITS ETF DR EUR	AMUNDI LUXEMBOURG SA	Fonds / Actions	Luxembourg	EUR	1 809 153,48
LU1861132840	AMUNDI STOXX GLOB ARTI INTEL UCITS ETF AH	AMUNDI LUXEMBOURG SA	Fonds / Actions	Luxembourg	EUR	1 086 849,94
LU2070304063	AF EURO CORPORATE BOND Z EUR C	AMUNDI LUXEMBOURG SA	Fonds / Obligations	Luxembourg	EUR	10 985 069,62
LU2085674898	AMUNDI FUNDS EURO AGGREGATE BOND Z EUR C	AMUNDI LUXEMBOURG SA	Fonds / Obligations	Luxembourg	EUR	10 934 921,51
LU0389812859	AMUNDI INDEX JP MORGAN GLOBAL GOVIES-MHE	AMUNDI LUXEMBOURG SA	Fonds / Obligations	Luxembourg	EUR	121,88
LU1688575270	AMUNDI PLAN EMERGGREENONE MEZZAEURHEDGEC	AMUNDI LUXEMBOURG SA	Fonds / Obligations	Luxembourg	EUR	30 149,38
LU2769870036	AMUNDI FUNDS EUROPEAN EQUITY Z EUR CC	AMUNDI LUXEMBOURG SA	Non applicable	Luxembourg	EUR	2 079 873,66
DE000A0D8Q07	iShares EURO STOXX UCITS ETF (DE)	BLACKROCK ASSET MANAGEMENT DEUTSCHL AG	Fonds / Actions	Allemagne	EUR	2 163 152,92
IE00B02KXL92	ISHARES DJ EUROSTOXX MIDCAP FUND	BLACKROCK ASSET MANAGEMENT IRELAND LTD	Fonds / Actions	Irlande	EUR	536 765,31
IE00B02KXM00	ISHARES DJ EUROSTOXX SMALLCAP FUND	BLACKROCK ASSET MANAGEMENT IRELAND LTD	Fonds / Actions	Irlande	EUR	516 086,87
IE00B53QG562	iShares VII PLC - iShares Core MSCI EMU UCITS ETF EUR (Acc)	BLACKROCK ASSET MANAGEMENT IRELAND LTD	Fonds / Actions	Irlande	EUR	2 165 533,16
FR0011554237	CPR DISRUPTION PART I	CPR Asset Management	Actions internationales	France	EUR	3 256 618,92
FR0007049283	GALILEO III B FCPR	GALILEO PARTNERS	Fonds / Actions	France	EUR	186 700,00

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

C2. Expositions indirectes pour les OPC de multi-gestion

Code ISIN	Dénomination de l'OPC	Société de gestion	Orientation des placements / style de gestion	Pays de domiciliation de l'OPC	Devise de la part d'OPC	Montant de l'exposition
FR0010313031	WHITE KNIGHT VII FCPR-1 A	LBO FRANCE GESTION	Fonds / Actions	France	EUR	69 000,00
Total						197 951 002,65

C3. Exposition sur les portefeuilles de capital investissement

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

C4. Exposition sur les prêts pour les OFS

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

D. Autres informations relatives au bilan et au compte de résultat

D1. Créances et dettes : ventilation par nature

	Nature de débit/crédit	30/09/2024
Créances		
	Ventes à règlement différé	1 233 650,03
	Dépôts de garantie en espèces	3 305 367,96
Total des créances		4 539 017,99
Dettes		
	Achats à règlement différé	1 073 600,19
	Frais de gestion fixe	344 169,04
	Autres dettes	26 051,52
Total des dettes		1 443 820,75
Total des créances et des dettes		3 095 197,24

D2. Frais de gestion, autres frais et charges

	30/09/2024
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	2 105 834,41
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,00
Rétrocessions des frais de gestion	

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

D3. Engagements reçus et donnés

Autres engagements (par nature de produit)	30/09/2024
Garanties reçues - dont instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	
Garanties données - dont instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	
Engagements de financement reçus mais non encore tirés	
Engagements de financement donnés mais non encore tirés	
Autres engagements hors bilan	
Total	

D4. Autres informations

D4a. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	30/09/2024
Titres pris en pension livrée	
Titres empruntés	

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

D4b. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	30/09/2024
Actions			
Obligations			
TCN			
OPC			192 313 764,39
	LU2070304063	AF EURO CORPORATE BOND Z EUR C	10 985 069,62
	LU2059756754	AI MSCI EMER MARK SRI UCITS ETF DR USD	48,11
	LU1681041973	AIS M EUHI DI F UEC	4 942 434,96
	FR0010821819	AMUNDI ETF MSCI EUROPE EX EMU UCITS ETF	3 123 251,76
	FR0013412038	AMUNDI ETF PEA EUROPE UCITS ETF	63 811 421,94
	FR0014005XN8	AMUNDI EURO LIQUIDITY-RATED SRI Part Z	1 064,79
	FR0014005XL2	AMUNDI EURO LIQUIDITY SHORT TERM SRI PART Z C	106,16
	FR0014005XM0	AMUNDI EURO LIQUIDITY SRI PART Z C	1 064,93
	LU1681047236	AMUNDI EURO STOXX 50 UCITS ETF DR - EUR C	28 535 204,51
	FR0007045232	AMUNDI EUROZONE MICROCAPS PART I2	13 810 230,00
	LU2085674898	AMUNDI FUNDS EURO AGGREGATE BOND Z EUR C	10 934 921,51
	LU1880392607	AMUNDI FUNDS EUROLAND EQUITY Z EUR C	7 133 936,28
	LU2151177313	AMUNDI FUNDS EUROPEAN EQUITY ESG IMPROV Z	2 211 376,92
	LU2769870036	AMUNDI FUNDS EUROPEAN EQUITY Z EUR CC	2 079 873,66
	LU1880401010	AMUNDI FUNDS PIONEER GLOBAL EQUITY Z EUR C	2 090 243,30
	LU2031987014	AMUNDI FUNDS US PIONEER FUND Z USD	2 320 466,55
	LU0389812859	AMUNDI INDEX JP MORGAN GLOBAL GOVIES-MHE	121,88
	LU0389810994	AMUNDI INDEX MSCI EMU - IE	17 142 800,37
	LU1681041890	AMUNDI MSCI EURO QUALITYFACTR UCETF EUR C	2 819 493,42
	FR0011871078	Amundi PEA MSCI China ESG Leaders UCITS ETF Acc	1 103 436,60
	LU1688575270	AMUNDI PLAN EMERGGREENONE MEZZAEURHEDGE C	30 149,38
	LU2089238112	AMUNDI PRIME EUROZONE UCITS ETF DR EUR	1 809 153,48
	FR0010173237	AMUNDI SERENITE PEA Part IC	13 084 425,40
	LU1861132840	AMUNDI STOX GLOB ARTI INTEL UCITS ETF AH	1 086 849,94
	FR0011554237	CPR DISRUPTION PART I	3 256 618,92
Instruments financiers à terme			
Total des titres du groupe			192 313 764,39

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

D5. Détermination et ventilation des sommes distribuables

D5a. Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets

Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets	30/09/2024
Revenus nets Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice	-1 865 885,73
Revenus de l'exercice à affecter Report à nouveau	-1 865 885,73
Sommes distribuables au titre du revenu net	-1 865 885,73

Part ACTIONS 50

Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets	30/09/2024
Revenus nets Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (*)	-1 865 885,73
Revenus de l'exercice à affecter (**) Report à nouveau	-1 865 885,73
Sommes distribuables au titre du revenu net	-1 865 885,73
Affectation : Distribution Report à nouveau du revenu de l'exercice Capitalisation	-1 865 885,73
Total	-1 865 885,73
* Information relative aux acomptes versés Montant unitaire Crédits d'impôt totaux Crédits d'impôt unitaires	
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution Nombre de parts Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes Crédits d'impôt attachés à la distribution du revenu	

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

D5b. Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes

Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes	30/09/2024
Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice	9 131 582,52
Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées	9 131 582,52 19 179 425,14
Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées	28 311 007,66

Part ACTIONS 50

Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes	30/09/2024
Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice (*)	9 131 582,52
Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter (**) Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées	9 131 582,52 19 179 425,14
Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées	28 311 007,66
Affectation : Distribution Report à nouveau des plus ou moins-values réalisées nettes Capitalisation	 28 311 007,66
Total	28 311 007,66
* Information relative aux acomptes versés Acomptes unitaires versés	
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution Nombre de parts Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

E. Inventaire des actifs et passifs en EUR

E1. Inventaire des éléments de bilan

Désignation des valeurs par secteur d'activité (*)	Devise	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
TITRES D'OPC			197 951 002,65	94,83
OPCVM			197 665 153,27	94,69
Gestion collective			197 665 153,27	94,69
AF EURO CORPORATE BOND Z EUR C	EUR	11 121,756	10 985 069,62	5,26
AI MSCI EMER MARK SRI UCITS ETF DR USD	USD	1	48,11	0,00
AIS M EUHI DI F UEC	EUR	26 160	4 942 434,96	2,37
AMUNDI ETF MSCI EUROPE EX EMU UCITS ETF	EUR	8 283	3 123 251,76	1,50
AMUNDI ETF PEA EUROPE UCITS ETF	EUR	2 074 298	63 811 421,94	30,54
AMUNDI EURO LIQUIDITY-RATED SRI Part Z	EUR	0,001	1 064,79	0,00
AMUNDI EURO LIQUIDITY SHORT TERM SRI PART Z C	EUR	0,001	106,16	0,00
AMUNDI EURO LIQUIDITY SRI PART Z C	EUR	0,001	1 064,93	0,00
AMUNDI EURO STOXX 50 UCITS ETF DR - EUR C	EUR	224 568	28 535 204,51	13,67
AMUNDI EUROZONE MICROCAPS PART I2	EUR	3 150	13 810 230,00	6,62
AMUNDI FUNDS EURO AGGREGATE BOND Z EUR C	EUR	11 639,334	10 934 921,51	5,24
AMUNDI FUNDS EUROLAND EQUITY Z EUR C	EUR	4 214,008	7 133 936,28	3,42
AMUNDI FUNDS EUROPEAN EQUITY ESG IMPROV Z	EUR	1 376,827	2 211 376,92	1,06
AMUNDI FUNDS EUROPEAN EQUITY Z EUR CC	EUR	2 035,44	2 079 873,66	1,00
AMUNDI FUNDS PIONEER GLOBAL EQUITY Z EUR C	EUR	1 043,374	2 090 243,30	1,00
AMUNDI FUNDS US PIONEER FUND Z USD	USD	1 271,814	2 320 466,55	1,11
AMUNDI INDEX JP MORGAN GLOBAL GOVIES-MHE	EUR	1	121,88	0,00
AMUNDI INDEX MSCI EMU - IE	EUR	6 607,56561	17 142 800,37	8,21
AMUNDI MSCI EURO QUALITYFACTR UCETF EUR C	EUR	24 834	2 819 493,42	1,35
Amundi PEA MSCI China ESG Leaders UCITS ETF Acc	EUR	118 681	1 103 436,60	0,53
AMUNDI PRIME EUROZONE UCITS ETF DR EUR	EUR	64 128	1 809 153,48	0,87
AMUNDI SERENITE PEA Part IC	EUR	1 127,163	13 084 425,40	6,27
AMUNDI STOXX GLOB ARTI INTEL UCITS ETF AH	EUR	11 301	1 086 849,94	0,52
CPR DISRUPTION PART I	EUR	36,816	3 256 618,92	1,56
ISHARES DJ EUROSTOXX MIDCAP FUND	EUR	7 911	536 765,31	0,26
ISHARES DJ EUROSTOXX SMALLCAP FUND	EUR	11 901	516 086,87	0,25
iShares EURO STOXX UCITS ETF (DE)	EUR	42 050	2 163 152,92	1,04
iShares VII PLC -iShares Core MSCI EMU UCITS ETF EUR (Acc)	EUR	12 091	2 165 533,16	1,04
FIA et équivalents d'autres Etats membres de l'Union Européenne			285 849,38	0,14
Gestion collective			285 849,38	0,14
AMUNDI PLAN EMERGGREENONE MEZZAEURHEDGEC	EUR	3,338	30 149,38	0,01
GALILEO III B FCPR	EUR	125 000	186 700,00	0,10
WHITE KNIGHT VII FCPR-1 A	EUR	50 000	69 000,00	0,03
Total			197 951 002,65	94,83

(*) Le secteur d'activité représente l'activité principale de l'émetteur de l'instrument financier ; il est issu de sources fiables reconnues au plan international (GICS et NACE principalement).

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

E2. Inventaire des opérations à terme de devises

Type d'opération	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)			
	Actif	Passif	Devises à recevoir (+)		Devises à livrer (-)	
			Devise	Montant (*)	Devise	Montant (*)
Total						

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions exprimé dans la devise de comptabilisation.

E3. Inventaire des instruments financiers à terme

E3a. Inventaire des instruments financiers à terme - actions

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
DJE 600 EUROP 1224	-139		-51 986,00	-3 655 005,00
DJE 600 INSUR 1224	137	23 495,00		2 790 005,00
DJE 600 OIL G 1224	65		-14 300,00	1 087 450,00
DJE 600 REAL 1224	152		-13 680,00	1 090 600,00
DJES BANKS 1224	207	37 260,00		1 497 645,00
DJS F&B FUT 1224	28	6 095,00		992 460,00
EURO STOXX 50 1224	-685		-1 075 450,00	-34 455 500,00
FTSE 100 FUT 1224	5		-2 734,21	498 077,04
FTSE 250 I 1224	10	2 764,26		508 719,43
SP 500 MINI 1224	-9		-60 973,97	-2 344 350,61
Sous-total 1.		69 614,26	-1 219 124,18	-31 989 899,14
2. Options				
Sous-total 2.				
3. Swaps				
Sous-total 3.				
4. Autres instruments				
Sous-total 4.				
Total		69 614,26	-1 219 124,18	-31 989 899,14

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

E3b. Inventaire des instruments financiers à terme - taux d'intérêts

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
EURO BTP 1224	62	168 640,00		7 531 140,00
EURO BUND 1224	172	361 200,00		23 206 240,00
US 10Y ULT 1224	44			4 663 825,55
Sous-total 1.		529 840,00		35 401 205,55
2. Options				
Sous-total 2.				
3. Swaps				
Sous-total 3.				
4. Autres instruments				
Sous-total 4.				
Total		529 840,00		35 401 205,55

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E3c. Inventaire des instruments financiers à terme - de change

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
CME JPY/USD 1224	-13	18 928,36		-1 023 660,45
E7 USDEUR 1224	257	153 277,74		16 071 135,37
RF EURCHF 1224	-45		-54 968,40	-5 601 399,44
RP EURGBP 1224	-50	107 415,42		-6 271 783,55
Sous-total 1.		279 621,52	-54 968,40	3 174 291,93
2. Options				
Sous-total 2.				
3. Swaps				
Sous-total 3.				
4. Autres instruments				
Sous-total 4.				
Total		279 621,52	-54 968,40	3 174 291,93

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

E3d. Inventaire des instruments financiers à terme - sur risque de crédit

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
Sous-total 1.				
2. Options				
Sous-total 2.				
3. Swaps				
Sous-total 3.				
4. Autres instruments				
Sous-total 4.				
Total				

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E3e. Inventaire des instruments financiers à terme - autres expositions

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
Sous-total 1.				
2. Options				
Sous-total 2.				
3. Swaps				
Sous-total 3.				
4. Autres instruments				
Sous-total 4.				
Total				

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E4. Inventaire des instruments financiers à terme ou des opérations à terme de devises utilisés en couverture d'une catégorie de part

L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

E5. Synthèse de l'inventaire

	Valeur actuelle présentée au bilan
Total inventaire des actifs et passifs éligibles (hors IFT)	197 951 002,65
Inventaire des IFT (hors IFT utilisés en couverture de parts émises) :	
Total opérations à terme de devises	
Total instruments financiers à terme - actions	-1 149 509,92
Total instruments financiers à terme - taux	529 840,00
Total instruments financiers à terme - change	224 653,12
Total instruments financiers à terme - crédit	
Total instruments financiers à terme - autres expositions	
Inventaire des instruments financiers à terme utilisés en couverture de parts émises	
Autres actifs (+)	12 856 055,21
Autres passifs (-)	-1 661 661,91
Passifs de financement (-)	
Total = actif net	208 750 379,15

Libellé de la part	Devise de la part	Nombre de parts	Valeur liquidative
Part ACTIONS 50	EUR	6 917 747,639	30,17

ACTIONS 50

COMPTES ANNUELS

29/09/2023

BILAN ACTIF AU 29/09/2023 EN EUR

	29/09/2023	30/09/2022
IMMOBILISATIONS NETTES	0,00	0,00
DÉPÔTS	0,00	0,00
INSTRUMENTS FINANCIERS	206 172 482,28	66 929 325,52
Actions et valeurs assimilées	0,00	0,00
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00
Négoiés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Titres de créances négociables	0,00	0,00
Autres titres de créances	0,00	0,00
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Organismes de placement collectif	204 693 059,50	65 163 669,69
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	204 416 704,50	64 237 400,42
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'UE	276 355,00	926 269,27
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés	0,00	0,00
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés	0,00	0,00
Autres organismes non européens	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Créances représentatives de titres reçus en pension	0,00	0,00
Créances représentatives de titres prêtés	0,00	0,00
Titres empruntés	0,00	0,00
Titres donnés en pension	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Instruments financiers à terme	1 479 422,78	1 765 655,83
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	1 479 422,78	1 765 655,83
Autres opérations	0,00	0,00
Autres instruments financiers	0,00	0,00
CRÉANCES	3 190 966,73	1 389 345,66
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	3 190 966,73	1 389 345,66
COMPTES FINANCIERS	1 113 721,86	158 539,58
Liquidités	1 113 721,86	158 539,58
TOTAL DE L'ACTIF	210 477 170,87	68 477 210,76

BILAN PASSIF AU 29/09/2023 EN EUR

	29/09/2023	30/09/2022
CAPITAUX PROPRES		
Capital	188 268 358,72	58 020 562,74
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)	26 927 234,53	6 128 069,79
Report à nouveau (a)	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a,b)	-5 445 223,41	3 036 066,55
Résultat de l'exercice (a,b)	-1 123 699,74	-748 891,01
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES *	208 626 670,10	66 435 808,07
<i>* Montant représentatif de l'actif net</i>		
INSTRUMENTS FINANCIERS	1 478 538,13	1 766 407,40
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres donnés en pension	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres empruntés	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Instruments financiers à terme	1 478 538,13	1 766 407,40
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	1 478 538,13	1 766 407,40
Autres opérations	0,00	0,00
DETTES	371 962,64	178 302,00
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	371 962,64	178 302,00
COMPTES FINANCIERS	0,00	96 693,29
Concours bancaires courants	0,00	96 693,29
Emprunts	0,00	0,00
TOTAL DU PASSIF	210 477 170,87	68 477 210,76

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

HORS-BILAN AU 29/09/2023 EN EUR

	29/09/2023	30/09/2022
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Contrats futures		
EURO BOBL 1223	231 500,00	0,00
RF EURCHF 1223	124 335,35	0,00
RP EURGBP 1223	6 262 609,52	0,00
SP 500 MINI 1223	4 494 025,97	0,00
DJE 600 EUROP 1223	2 107 380,00	0,00
DJE 600 EUROP 1222	0,00	4 824 375,00
EURO STOXX 50 1222	0,00	7 060 950,00
EURO STOXX 50 1223	29 428 000,00	0,00
E7 USDEUR 1222	0,00	4 718 840,91
CME JPY/USD 1223	1 040 230,22	0,00
RF EURCHF 1222	0,00	1 251 685,33
RP EURGBP 1222	0,00	2 889 414,31
RY EURJPY 1222	0,00	1 498 102,25
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		
AUTRES OPÉRATIONS		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Contrats futures		
US 10YR NOTE 1222	0,00	8 464 885,42
US 10Y ULT 1223	13 382 231,40	0,00
EURO BUND 1223	15 050 880,00	0,00
XEUR FGBX BUX 1223	1 957 760,00	0,00
EURO BTP 1223	4 279 470,00	0,00
E7 USDEUR 1223	18 795 159,39	0,00
DJES BANKS 1223	1 158 682,50	0,00
DJS BAS R FUT 1223	1 124 400,00	0,00
DJE 600 INSUR 1223	2 262 555,00	0,00
DJS F&B FUT 1223	1 003 660,00	0,00
DJE 600 OIL G 1223	1 181 700,00	0,00
SP 500 MINI 1222	0,00	735 262,59
DJ STOXX HC 1222	0,00	1 919 620,00
CN FTSE CHINA 1022	0,00	1 924 907,88
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		

COMPTE DE RÉSULTAT AU 29/09/2023 EN EUR

	29/09/2023	30/09/2022
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	68 503,33	1 712,89
Produits sur actions et valeurs assimilées	905 362,10	0,00
Produits sur obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00
Produits sur titres de créances	0,00	0,00
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Produits sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Autres produits financiers	0,00	0,00
TOTAL (1)	973 865,43	1 712,89
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Charges sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Charges sur dettes financières	-35 255,69	10 161,65
Autres charges financières	0,00	0,00
TOTAL (2)	-35 255,69	10 161,65
RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2)	1 009 121,12	-8 448,76
Autres produits (3)	0,00	0,00
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	2 131 210,89	776 096,89
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)	-1 122 089,77	-784 545,65
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	-1 609,97	35 654,64
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)	0,00	0,00
RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)	-1 123 699,74	-748 891,01

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

Titres de créances négociables :

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par les Spécialistes des valeurs du Trésor.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

Instruments financiers à terme :

Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les Swaps :

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Engagements Hors Bilan :

Les contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans le portefeuille.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Les engagements sur contrats d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatif à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Le cumul de ces frais respecte le taux de frais maximum de l'actif net indiqué dans le prospectus ou le règlement du fonds :

FR0007021670 - ACTIONS 50 : Taux de frais maximum de 1,00% TTC

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le résultat :

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majorés du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion et de la charge des emprunts. Il est augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

Part(s)	Affectation du résultat net	Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées
Parts ACTIONS 50	Distribution	Capitalisation, et/ou Distribution, et/ou Report par décision de la société de gestion

2. ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET AU 29/09/2023 EN EUR

	29/09/2023	30/09/2022
ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE	66 435 808,07	82 508 943,38
Souscriptions (y compris les commissions de souscriptions acquises à l'OPC)	151 502 723,55	273 510,13
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-24 733 630,84	-7 467 977,98
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	5 503 576,13	3 818 149,52
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-128 354,06	-162 398,54
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	5 253 775,81	2 218 162,02
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	-15 089 386,56	-3 945 868,75
Frais de transactions	-73 484,10	-35 556,07
Différences de change	-1 762 997,63	1 455 642,60
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	23 686 873,18	-11 560 386,39
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	26 399 167,29	2 712 294,11
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	-2 712 294,11	-14 272 680,50
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	-896 484,23	118 133,80
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	-574 367,95	322 116,28
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	-322 116,28	-203 982,48
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	0,00	0,00
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	-1 122 089,77	-784 545,65
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	0,00	0,00
Autres éléments	50 340,55 (*)	0,00
ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE	208 626 670,10	66 435 808,07

(*) 29/09/2023 : Résultat de fusion OPTALIME 50 340,55€.

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Montant	%
ACTIF		
OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
TOTAL OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES	0,00	0,00
TITRES DE CRÉANCES		
TOTAL TITRES DE CRÉANCES	0,00	0,00
PASSIF		
OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
TOTAL OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS	0,00	0,00
HORS-BILAN		
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Actions	36 029 405,97	17,27
Change	7 427 175,09	3,56
Taux	231 500,00	0,11
TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE	43 688 081,06	20,94
AUTRES OPÉRATIONS		
Actions	6 730 997,50	3,23
Change	18 795 159,39	9,01
Taux	34 670 341,40	16,61
TOTAL AUTRES OPÉRATIONS	60 196 498,29	28,85

3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
ACTIF								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 113 721,86	0,53
PASSIF								
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	231 500,00	0,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	34 670 341,40	16,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

3.3. VENTILATION PAR MATURITÉ RÉSIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN(*)

	< 3 mois	%	[3 mois - 1 an]	%	[1 - 3 ans]	%	[3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
ACTIF										
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	1 113 721,86	0,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
PASSIF										
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS-BILAN										
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	231 500,00	0,11	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 670 341,40	16,62

(*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'ÉVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

	Devise 1 USD		Devise 2 GBP		Devise 3 CHF		Devise N Autre(s)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
ACTIF								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPC	7 296 450,91	3,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances	1 015 148,05	0,49	126 815,77	0,06	2 952,87	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	260 857,50	0,13	31 404,10	0,02	2 657,69	0,00	34 410,70	0,02
PASSIF								
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	5 534 256,19	2,65	6 262 609,52	3,00	124 335,35	0,06	0,00	0,00
Autres opérations	32 177 390,79	15,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

3.5. CRÉANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

	Nature de débit/crédit	29/09/2023
CRÉANCES		
	Dépôts de garantie en espèces	3 188 922,99
	Autres créances	2 043,74
TOTAL DES CRÉANCES		3 190 966,73
DETTES		
	Frais de gestion fixe	360 048,72
	Autres dettes	11 913,92
TOTAL DES DETTES		371 962,64
TOTAL DETTES ET CRÉANCES		2 819 004,09

3.6. CAPITAUX PROPRES

3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

	En parts	En montant
Parts souscrites durant l'exercice	6 021 946,820	151 502 723,55
Parts rachetées durant l'exercice	-910 650,796	-24 733 630,84
Solde net des souscriptions/rachats	5 111 296,024	126 769 092,71
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	7 748 258,199	

3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Commissions de souscription acquises	0,00
Commissions de rachat acquises	0,00

3.7. FRAIS DE GESTION

	29/09/2023
Commissions de garantie	0,00
Frais de gestion fixes	2 131 210,89
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,00
Rétrocessions des frais de gestion	0,00

3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

3.8.1. Garanties reçues par l'OPC :

Néant

3.8.2. Autres engagements reçus et/ou donnés :

Néant

3.9. AUTRES INFORMATIONS

3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	29/09/2023
Titres pris en pension livrée	0,00
Titres empruntés	0,00

3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

	29/09/2023
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	0,00
Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	0,00

3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	29/09/2023
Actions			0,00
Obligations			0,00
TCN			0,00
OPC			204 416 704,50
	LU2070304063	AF EURO CORPORATE BOND Z EUR C	6 692 671,58
	LU2059756754	AI MSCI EMER MARK SRI UCITS ETF DR USD	1 015 293,89
	LU1681041973	AIS M EUHI DI F UEC	10 087 862,32
	FR0013412038	AMUNDI ETF PEA EUROPE UCITS ETF	53 700 256,34
	FR0014005XN8	AMUNDI EURO LIQUIDITY-RATED SRI Part Z	8 746 937,30
	FR0014005XL2	AMUNDI EURO LIQUIDITY SHORT TERM SRI PART Z C	1 276 195,58
	FR0014005XM0	AMUNDI EURO LIQUIDITY SRI PART Z C	14 435 221,41
	LU1681047236	AMUNDI EURO STOXX 50 UCITS ETF DR - EUR C	15 518 326,52
	FR0007045232	AMUNDI EUROZONE MICROCAPS PART I2	13 311 217,60
	LU1956955634	AMUNDI FDS POLEN CAPITAL GLOBAL GROWTH IE C	3 683 219,12
	LU2052288532	AMUNDI FUNDS EMERGING MARKETS LOCAL CURRENCY BOND Z EUR AD D	2 149 266,63
	LU1880392607	AMUNDI FUNDS EUROLAND EQUITY Z EUR C	2 076 121,36
	LU2151177313	AMUNDI FUNDS EUROPEAN EQUITY ESG IMPROV Z	4 854 928,00
	LU1880401010	AMUNDI FUNDS PIONEER GLOBAL EQUITY Z EUR C	5 526 564,40
	FR0013441706	AMUNDI HORIZON LONG TERME Part S-C	629 652,80
	LU0389812859	AMUNDI INDEX JP MORGAN GLOBAL GOVIES-MHE	9 290 137,00
	LU0389810994	AMUNDI INDEX MSCI EMU - IE	37 584 168,60
	LU1681041890	AMUNDI MSCI EURO QUALITYFACTR UCETFEUR C	1 045 416,01
	LU1688575270	AMUNDI PLAN EMERGGREENONE MEZZAEURHEDGEC	29 245,24
	LU1861132840	AMUNDI STOXX GLOB ARTI INTEL UCITS ETF AH	3 699 415,64
	FR0011554237	CPR DISRUPTION PART I	2 783 430,14
	LU1350003296	STRUCTURA - DIVERSIFIED GROWTH FUND - IU	6 281 157,02
Instruments financiers à terme			0,00
Total des titres du groupe			204 416 704,50

3.10. TABLEAU D'AFFECTION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

	29/09/2023	30/09/2022
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	0,00	0,00
Résultat	-1 123 699,74	-748 891,01
Acomptes versés sur résultat de l'exercice	0,00	0,00
Total	-1 123 699,74	-748 891,01

	29/09/2023	30/09/2022
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	-1 123 699,74	-748 891,01
Total	-1 123 699,74	-748 891,01

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes

	29/09/2023	30/09/2022
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	26 927 234,53	6 128 069,79
Plus et moins-values nettes de l'exercice	-5 445 223,41	3 036 066,55
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	0,00	0,00
Total	21 482 011,12	9 164 136,34

	29/09/2023	30/09/2022
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes non distribuées	21 482 011,12	9 164 136,34
Capitalisation	0,00	0,00
Total	21 482 011,12	9 164 136,34

3.11. TABLEAU DES RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ENTITÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	30/09/2019	30/09/2020	30/09/2021	30/09/2022	29/09/2023
Actif net en EUR	89 142 226,83	78 670 390,13	82 508 943,38	66 435 808,07	208 626 670,10
Nombre de titres	3 476 487,728	3 169 512,637	2 892 659,357	2 636 962,175	7 748 258,199
Valeur liquidative unitaire	25,64	24,82	28,52	25,19	26,92
+/- values nettes unitaire non distribuées	0,53	2,05	2,32	3,47	2,77
Capitalisation unitaire sur résultat	-0,24	-0,24	-0,27	-0,28	-0,14

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Organismes de placement collectif				
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays				
FRANCE				
AMUNDI ETF PEA EUROPE UCITS ETF	EUR	2 074 298	53 700 256,34	25,74
AMUNDI EURO LIQUIDITY-RATED SRI Part Z	EUR	8,553	8 746 937,30	4,20
AMUNDI EURO LIQUIDITY SHORT TERM SRI PART Z C	EUR	12,5	1 276 195,58	0,61
AMUNDI EURO LIQUIDITY SRI PART Z C	EUR	14,11	14 435 221,41	6,92
AMUNDI EUROZONE MICROCAPS PART I2	EUR	3 040	13 311 217,60	6,38
AMUNDI HORIZON LONG TERME Part S-C	EUR	70,062	629 652,80	0,30
CPR DISRUPTION PART I	EUR	41	2 783 430,14	1,33
TOTAL FRANCE			94 882 911,17	45,48
LUXEMBOURG				
AF EURO CORPORATE BOND Z EUR C	EUR	7 492,831	6 692 671,58	3,21
AI MSCI EMER MARK SRI UCITS ETF DR USD	USD	23 505	1 015 293,89	0,49
AIS M EUHI DI F UEC	EUR	64 012	10 087 862,32	4,84
AMUNDI EURO STOXX 50 UCITS ETF DR - EUR C	EUR	150 604	15 518 326,52	7,43
AMUNDI FDS POLEN CAPITAL GLOBAL GROWTH IE C	EUR	2 512,205	3 683 219,12	1,77
AMUNDI FUNDS EMERGING MARKETS LOCAL CURRENCY BOND Z EUR AD D	EUR	2 855,637	2 149 266,63	1,03
AMUNDI FUNDS EUROLAND EQUITY Z EUR C	EUR	1 476,206	2 076 121,36	0,99
AMUNDI FUNDS EUROPEAN EQUITY ESG IMPROV Z	EUR	3 536	4 854 928,00	2,33
AMUNDI FUNDS PIONEER GLOBAL EQUITY Z EUR C	EUR	3 340	5 526 564,40	2,65
AMUNDI INDEX JP MORGAN GLOBAL GOVIES-MHE	EUR	81 650	9 290 137,00	4,45
AMUNDI INDEX MSCI EMU - IE	EUR	17 116	37 584 168,60	18,01
AMUNDI MSCI EURO QUALITYFACTR UCETFEUR C	EUR	10 881	1 045 416,01	0,50
AMUNDI PLAN EMERGGREENONE MEZZAEURHEDGE C	EUR	3,183	29 245,24	0,01
AMUNDI STOX GLOB ARTI INTEL UCITS ETF AH	EUR	46 512	3 699 415,64	1,78
STRUCTURA - DIVERSIFIED GROWTH FUND - IU	USD	5 300	6 281 157,02	3,01
TOTAL LUXEMBOURG			109 533 793,33	52,50
TOTAL OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays			204 416 704,50	97,98
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'UE				
FRANCE				
CICLAD 4 PART A FCPR	EUR	29 700	0,00	0,00
CICLAD 4 PART B FCPR	EUR	30 000	16 680,00	0,01
GALILEO III B FCPR	EUR	125 000	190 675,00	0,09
WHITE KNIGHT VII FCPR-1 A	EUR	50 000	69 000,00	0,03
TOTAL FRANCE			276 355,00	0,13
TOTAL Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'UE			276 355,00	0,13
TOTAL Organismes de placement collectif			204 693 059,50	98,11

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Instruments financier à terme				
Engagements à terme fermes				
Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé				
CME JPY/USD 1223	USD	-13	15 916,17	0,01
DJE 600 EUROP 1223	EUR	-93	21 627,00	0,01
DJE 600 INSUR 1223	EUR	137	-24 110,00	-0,01
DJE 600 OIL G 1223	EUR	65	22 035,00	0,01
DJES BANKS 1223	EUR	207	36 742,50	0,02
DJS BAS R FUT 1223	EUR	40	48 200,00	0,03
DJS F&B FUT 1223	EUR	28	-37 410,00	-0,01
E7 USDEUR 1223	USD	300	-295 371,90	-0,14
EURO BOBL 1223	EUR	-2	3 340,00	0,00
EURO BTP 1223	EUR	39	-191 100,00	-0,10
EURO BUND 1223	EUR	117	-313 560,00	-0,15
EURO STOXX 50 1223	EUR	-700	563 322,50	0,27
RF EURCHF 1223	CHF	-1	-1 251,87	0,00
RP EURGBP 1223	GBP	-50	-41 431,29	-0,02
SP 500 MINI 1223	USD	-22	192 987,01	0,09
US 10Y ULT 1223	USD	127	-436 703,07	-0,21
XEUR FGBX BUX 1223	EUR	16	-137 600,00	-0,07
TOTAL Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé			-574 367,95	-0,27
TOTAL Engagements à terme fermes			-574 367,95	-0,27
TOTAL Instruments financier à terme			-574 367,95	-0,27
Appel de marge				
APPEL MARGE CACEIS	CHF	1 212,5	1 251,87	0,00
APPEL MARGE CACEIS	USD	554 844,76	524 056,44	0,25
APPEL MARGE CACEIS	EUR	8 513	8 513,00	0,01
APPEL MARGE CACEIS	GBP	35 937,5	41 431,29	0,01
TOTAL Appel de marge			575 252,60	0,27
Créances			3 190 966,73	1,53
Dettes			-371 962,64	-0,17
Comptes financiers			1 113 721,86	0,53
Actif net			208 626 670,10	100,00

Parts ACTIONS 50	EUR	7 748 258,199	26,92
-------------------------	------------	----------------------	--------------

ACTIONS 50

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Annexe(s)

Produit

ACTIONS 50 (D)

Société de gestion : Amundi Asset Management (ci-après: "nous" ou "la société de gestion"), membre du groupe de sociétés Amundi.
FR0007021670 - Devise : EUR

Site Internet de la société de gestion : www.amundi.fr

Appelez le +33 143233030 pour de plus amples informations.

L'Autorité des marchés financiers (« AMF ») est chargée du contrôle de Amundi Asset Management en ce qui concerne ce document d'informations clés.

Amundi Asset Management est agréée en France sous le n° GP-04000036 et réglementée par l'AMF.

Date de production du document d'informations clés : 02/04/2024.

Vous êtes sur le point d'acheter un produit qui n'est pas simple et qui peut être difficile à comprendre.

En quoi consiste ce produit ?

Type: Parts de ACTIONS 50, fonds d'investissement alternatif (FIA) constitué sous la forme d'un FCP.

Durée : La durée du Fonds est illimitée. La Société de gestion peut dissoudre le fonds par liquidation ou fusion avec un autre fonds conformément aux exigences légales.

Classification AMF (« Autorité des marchés financiers ») : Non applicable

Objectifs: En souscrivant à ACTIONS 50, vous accédez à un portefeuille investi sur un univers large constitué des marchés monétaires, obligataires, d'actions et de devises.

L'objectif de gestion est, sur un horizon de placement supérieur à 5 ans, la recherche de performance au travers d'une allocation équilibrée entre les marchés actions et taux, mise en oeuvre via une sélection d'OPC et dans une moindre mesure via des titres vifs, à travers une gestion de type profilé.

A titre indicatif, l'allocation cible définie est de 60% sur les marchés actions et 40% sur les marchés de taux et monétaires.

Compte-tenu de la gestion mise en place, il n'y a pas d'indicateur de référence pertinent.

L'équipe de gestion détermine l'allocation d'actifs optimale en fonction de ses anticipations de performance des différents marchés et de leur niveau de risque. L'exposition actions pourra varier entre 30% et 80%. Votre fonds peut investir dans des obligations publiques et privées de toute notation, sélectionnées selon le jugement de la société de gestion et dans le respect de la politique interne de suivi du risque de crédit de la Société de Gestion.

L'exposition au risque de change peut représenter jusqu'à 30% de votre portefeuille.

Le fonds peut conclure des opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres. Des instruments financiers à terme pourront également être utilisés à titre de couverture et/ou d'exposition et/ou d'arbitrage et pourront générer une surexposition pouvant ainsi porter l'exposition de l'OPC au-delà de l'actif net du fonds.

L'OPC est géré activement et de manière discrétionnaire. Il n'est pas géré en référence à un indice.

Investisseurs de détail visés : Ce produit s'adresse aux investisseurs, qui ont une connaissance de base et une expérience limitée ou inexistante de l'investissement dans des fonds, qui visent à augmenter la valeur de leur investissement et à percevoir des revenus sur la période de détention recommandée avec la capacité de supporter des pertes à hauteur du montant investi.

Le produit n'est pas ouvert aux résidents des Etats Unis d'Amérique/"U.S. Person" (la définition de « U.S. Person » est disponible sur le site internet de la société de gestion www.amundi.fr et/ou dans le prospectus).

Rachat et transaction : Les parts peuvent être vendues (remboursées) quotidiennement comme indiqué dans le prospectus au prix de transaction correspondant (valeur d'actif nette). De plus amples détails sont exposés dans le prospectus de ACTIONS 50.

Politique de distribution : Comme il s'agit d'une classe de parts de distribution, les revenus de l'investissement sont distribués.

Informations complémentaires : Vous pouvez obtenir de plus amples informations sur ce Fonds, y compris le prospectus et les rapports financiers, gratuitement sur demande auprès de : Amundi Asset Management -91-93 boulevard Pasteur, 75015 Paris, France.

La valeur d'actif net du Fonds est disponible sur www.amundi.fr.

Dépositaire : CACEIS Bank.

Quels sont les risques et qu'est-ce que cela pourrait me rapporter ?

INDICATEUR DE RISQUE



Risque le plus faible

Risque le plus élevé



L'indicateur de risque part de l'hypothèse que vous conservez le produit pendant 5 ans.

L'indicateur synthétique de risque permet d'apprécier le niveau de risque de ce produit par rapport à d'autres. Il indique la probabilité que ce produit enregistre des pertes en cas de mouvements sur les marchés ou d'une impossibilité de notre part de vous payer.

Nous avons classé ce produit dans la classe de risque 4 sur 7, qui est une classe de risque moyenne. Autrement dit, les pertes potentielles liées aux futurs résultats du produit se situent à un niveau moyen et, si la situation venait à se détériorer sur les marchés, il est possible que notre capacité à vous payer en soit affectée.

Risques supplémentaires : Le risque de liquidité du marché peut accentuer la variation des performances du produit.

L'utilisation de produits complexes tels que les produits dérivés peut entraîner une amplification des mouvements de titres dans votre portefeuille.

Ce produit ne prévoyant pas de protection contre les aléas de marché, vous pourriez perdre tout ou partie de votre investissement.

Outre les risques inclus dans l'indicateur de risque, d'autres risques peuvent influencer sur la performance du Fonds. Veuillez vous reporter au prospectus de ACTIONS 50.

SCÉNARIOS DE PERFORMANCE

Les scénarios défavorable, intermédiaire et favorable présentés représentent des exemples utilisant les meilleure et pire performances ainsi que la performance moyenne du Fonds au cours des 10 dernières années. Les marchés pourraient évoluer très différemment à l'avenir. Le scénario de tensions montre ce que vous pourriez obtenir dans des situations de marché extrêmes.

Ce que vous obtiendrez de ce produit dépend des performances futures du marché. L'évolution future du marché est aléatoire et ne peut être prédite avec précision.

Période de détention recommandée : 5 ans			
Investissement 10 000 EUR			
Scénarios		Si vous sortez après	
		1 an	5 ans
Minimum	Il n'existe aucun rendement minimal garanti. Vous pourriez perdre tout ou une partie de votre investissement.		
Scénario de tensions	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	€4 400	€4 450
	Rendement annuel moyen	-56,0%	-15,0%
Scénario défavorable	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	€8 790	€9 690
	Rendement annuel moyen	-12,1%	-0,6%
Scénario intermédiaire	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	€10 240	€11 810
	Rendement annuel moyen	2,4%	3,4%
Scénario favorable	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	€12 120	€13 140
	Rendement annuel moyen	21,2%	5,6%

Les chiffres indiqués comprennent tous les coûts du produit lui-même, mais pas nécessairement tous les frais dus à votre conseiller ou distributeur. Ces chiffres ne tiennent pas compte de votre situation fiscale personnelle, qui peut également influencer sur les montants que vous recevrez.

Scénario défavorable : Ce type de scénario s'est produit pour un investissement entre 31/12/2021 et 14/03/2024

Scénario intermédiaire : Ce type de scénario s'est produit pour un investissement entre 30/09/2015 et 30/09/2020

Scénario favorable : Ce type de scénario s'est produit pour un investissement entre 31/10/2016 et 29/10/2021

Que se passe-t-il si Amundi Asset Management n'est pas en mesure d'effectuer les versements ?

Le produit est une copropriété d'instruments financiers et de dépôts distincte de la Société de gestion. En cas de défaillance de la Société de gestion, les actifs du produit conservés par le dépositaire ne seront pas affectés. En cas de défaillance du dépositaire, le risque de perte financière du produit est atténué en raison de la ségrégation légale des actifs du dépositaire de ceux du produit.

Que va me coûter cet investissement ?

Il se peut que la personne qui vous vend ce produit ou qui vous fournit des conseils à son sujet vous demande de payer des coûts supplémentaires. Si c'est le cas, cette personne vous informera au sujet de ces coûts et vous montrera l'incidence de ces coûts sur votre investissement.

COÛTS AU FIL DU TEMPS

Les tableaux présentent les montants prélevés sur votre investissement afin de couvrir les différents types de coûts. Ces montants dépendent du montant que vous investissez, du temps pendant lequel vous détenez le produit. Les montants indiqués ici sont des illustrations basées sur un exemple de montant d'investissement et des différentes périodes d'investissement possibles.

Nous avons supposé :

- qu'au cours de la première année vous récupérez le montant que vous avez investi (rendement annuel de 0 %). Que pour les autres périodes de détention, le produit évolue de la manière indiquée dans le scénario intermédiaire.

- 10 000 EUR sont investis.

Investissement 10 000 EUR		
Scénarios	Si vous sortez après	
	1 an	5 ans*
Coûts totaux	€134	€810
Incidence des coûts annuels**	1,3%	1,4%

* Période de détention recommandée.

** Elle montre dans quelle mesure les coûts réduisent annuellement votre rendement au cours de la période de détention. Par exemple, elle montre que si vous sortez à la fin de la période de détention recommandée, il est prévu que votre rendement moyen par an soit de 4,76% avant déduction des coûts et de 3,38% après cette déduction.

Nous ne facturons pas de frais d'entrée

COMPOSITION DES COÛTS

Coûts ponctuels d'entrée ou de sortie		Si vous sortez après 1 an
Coûts d'entrée	Nous ne facturons pas de coûts d'entrée.	Jusqu'à 0 EUR
Coûts de sortie	Nous ne facturons pas de coûts de sortie pour ce produit, mais la personne qui vous vend le produit peut le faire.	0,00 EUR
Coûts récurrents prélevés chaque année		
Frais de gestion et autres coûts administratifs ou d'exploitation	1,29% de la valeur de votre investissement par an. Ce pourcentage est basé sur les coûts réels au cours de la dernière année.	129,27 EUR
Coûts de transaction	0,04% de la valeur de votre investissement par an. Il s'agit d'une estimation des coûts encourus lorsque nous achetons et vendons les investissements sous-jacents pour le produit. Le montant réel variera en fonction du volume de nos achats et ventes.	4,31 EUR
Coûts accessoires prélevés sous certaines conditions spécifiques		
Commissions liées aux résultats	Il n'y a pas de commission liée aux résultats pour ce produit.	0,00 EUR

Combien de temps dois-je le conserver, et puis-je retirer de l'argent de façon anticipée?

Période de détention recommandée : 5 ans. Cette durée est basée sur notre évaluation des caractéristiques de risque et de rémunération et des coûts du Fonds. Ce produit est conçu pour un investissement à long terme ; vous devez être prêt à conserver votre investissement pendant au moins 5 ans. Vous pouvez obtenir le remboursement de votre investissement à tout moment ou le détenir plus longtemps.

Calendrier des ordres : les ordres de rachat de parts doivent être reçus avant 12:25 (heure de Paris) le jour d'établissement de la valeur liquidative. Veuillez-vous reporter au prospectus ACTIONS 50 pour plus de détails concernant les rachats.

Comment puis-je formuler une réclamation?

Si vous avez des réclamations, vous pouvez :

- Envoyer un courrier à Amundi Asset Management au 91-93 boulevard Pasteur, 75015 Paris - France
- Envoyer un e-mail à complaints@amundi.com

Dans le cas d'une réclamation, vous devez indiquer clairement vos coordonnées (nom, adresse, numéro de téléphone ou adresse e-mail) et fournir une brève explication de votre réclamation. Vous trouverez davantage d'informations sur notre site Internet www.amundi.fr.

Si vous avez une réclamation au sujet de la personne qui vous a conseillé ce produit, ou qui vous l'a vendu, vous devez vous rapprocher d'elle pour obtenir toutes les informations concernant la démarche à suivre pour faire une réclamation.

Autres informations pertinentes

Vous trouverez le prospectus, les statuts, les documents d'informations clés pour l'investisseur, les avis aux investisseurs, les rapports financiers et d'autres documents d'information relatifs au Fonds, y compris les diverses politiques publiées du Fonds, sur notre site Internet www.amundi.fr. Vous pouvez également demander une copie de ces documents au siège social de la Société de gestion.

Lorsque ce produit est utilisé comme support en unité de compte d'un contrat d'assurance sur la vie ou de capitalisation, les informations complémentaires sur ce contrat, telles que les coûts du contrat, qui ne sont pas compris dans les coûts indiqués dans le présent document, le contact en cas de réclamation et ce qui se passe en cas de défaillance de l'entreprise d'assurance sont présentées dans le document d'informations clés de ce contrat obligatoirement remis par votre assureur ou courtier ou tout autre intermédiaire d'assurance conformément à son obligation légale.

Performance passée : Vous pouvez télécharger les performances passées du Fonds au cours des 10 dernières années sur www.amundi.fr.

Scénarios de performance : Vous pouvez consulter les scénarios de performance précédents mis à jour chaque mois sur www.amundi.fr.

MENTIONS LÉGALES

Amundi Asset Management

Siège social : 91-93 boulevard Pasteur - 75015 Paris - France.

Adresse postale : 91-93 boulevard Pasteur CS21564 75730 Paris Cedex 15 - France.

Tél. +33 (0)1 76 33 30 30- amundi.com

Société par Actions Simplifiée - SAS au capital de 1 143 615 555 euros - Société de Gestion de Portefeuille agréée par l'AMF sous le numéro GP 04 000 036.

Siren : 437 574 452 RCS Paris - Siret : 43757445200029 - Code APE : 6630 Z - N° Identification

TVA : FR58437574452.

Amundi
Investment Solutions

La confiance, ça se mérite